

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2010/204563]

15 JUNI 2010. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 30 maart 2010 tot aanwijzing van een arts belast met de controles in de door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,

Gelet op het decreet van 5 februari 1996 betreffende de controle van de afwezigheden wegens ziekte voor de personeelsleden van de door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en PMS-Centra, artikel 3, vervangen bij het decreet van 29 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 juli 2009 houdende overdracht van beslissingsbevoegdheden aan de Ministers;

Gelet op het ministerieel besluit van 30 maart 2010 tot aanwijzing van een arts belast met de controles in de door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra;

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 30 maart 2010 tot aanwijzing van een arts belast met de controles in de door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra wordt een artikel 1.1. ingevoegd, luidende :

“Art. 1.1. — Wordt aangewezen als plaatsvervangende arts belast met de controles in de door de Duitstalige Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en psycho-medisch-sociale centra :

Mevr. Anja Heinrichs, doctor in de geneeskunde”.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Eupen, 15 juni 2010.

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,
Oliver PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2010/27191]

10 JUIN 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret, d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009, fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35, 37 et 41 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional (SDER) adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Thuin-Chimay;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 décidant la mise en révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2007 décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin précité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 adoptant le projet de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret, d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain);

Vu l'enquête publique sur le projet de révision des plans de secteur qui s'est déroulée du 21 septembre 2009 au 4 novembre 2009 dans les communes de Chimay et de Couvin sans donner lieu à réclamation;

Vu les réunions d'information, tenues le 29 septembre 2009 à l'hôtel de ville de Chimay et à l'hôtel de ville de Couvin, en application de l'article 4, alinéa 1^{er}, 8^e, du CWATUP;

Vu les procès-verbaux des réunions de concertation qui se sont tenues, en application de l'article 43 du Code, le 10 novembre 2009 à l'hôtel de ville de Chimay et à l'hôtel de ville de Couvin;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Chimay, le 12 novembre 2009;

Vu l'avis favorable du conseil communal de Couvin, le 30 novembre 2009;

Vu la transmission au Gouvernement, le 4 décembre 2009 par les autorités communales de Chimay et le 8 décembre 2009 par celles de Couvin, des documents mentionnés par l'article 43, § 3, du Code;

Vu les avis sollicités le 22 décembre 2009 auprès de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, en application de l'article 43, § 4, alinéas 1^{er} et 2, sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis;

Vu l'avis favorable émis sur ce dossier par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, le 11 février 2010;

Vu l'avis favorable de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau du 22 février 2010 et les conditions qui assortissent cet avis :

- adopter la variante de délimitation proposée dans le rapport d'étude d'incidences de plan visant à soustraire le talweg du ruisseau de la Fontaine de la zone d'extraction;
- inscrire en zone naturelle, forestière ou d'espaces verts une surface au moins équivalente à la surface de la zone forestière inscrite en zone d'extraction;
- respecter les conditions énoncées par la Direction des Eaux de surface du Département de l'Environnement et de l'Eau;

Vu l'avis favorable rendu par le Conseil wallon pour l'Environnement et le Développement durable le 23 février 2010 sur l'opportunité environnementale du projet de modification des plans de secteur, pour autant que les recommandations de l'auteur de l'étude soient prises en compte;

Considérant les recommandations formulées par le Conseil wallon à l'appui de son avis :

- aménager en zones relais pour certaines espèces protégées les zones tampons préconisées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan le long de la voie ferrée et à l'Est de la carrière;
- affecter en zone d'espaces verts avec imposition d'un plan de réhabilitation la zone d'extraction prévue au sud de la carrière par le projet de révision;
- retenir l'alternative de délimitation proposée par le Bureau Pissart qui vise à préserver une partie de la zone boisée, l'orchidée protégée et une partie de la prairie à l'ouest ainsi que les recommandations relatives à la sécurisation du site et à l'établissement de zones tampons;
- affecter en zone naturelle la partie conservée du bosquet;
- définir, dans le permis, une profondeur d'exploitation qui n'entraîne pas d'exhaure;
- tenir compte des recommandations de l'auteur portant sur l'exploitation du site dans les permis uniques;

Considérant que la variante de délimitation proposée par l'étude d'incidences de manière à préserver les éléments intéressants sur le plan écologique et consistant à soustraire de la zone d'extraction prévue à l'avant-projet de révision une partie du talweg du ruisseau de La Fontaine, une partie des prairies situées à l'Est et à l'Ouest du ruisseau ainsi que l'éperon rocheux boisé qui surplombe la vallée a été retenue par le Gouvernement dès le projet de révision de plan de secteur adopté le 27 mai 2009 et qu'il entend confirmer cette option dans la présente révision définitive du plan;

Considérant que la réaffectation de cette portion de territoire en zone d'espaces verts par la présente révision permet également de préserver l'orchis mâle (*Orchis mascula*), espèce protégée au sens de la loi sur la Conservation de la Nature, qui a été observée dans la chênaie-charmaie calcicole constituant la partie du bosquet soustraite à la zone d'extraction; que si sa présence devait également être observée dans la partie du bois maintenue en zone d'extraction et consacrée à la future exploitation, la mise en œuvre du projet devrait être subordonnée à l'octroi d'une dérogation aux mesures de protection des espèces animales et végétales prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 2003;

Considérant qu'inscrire en zone naturelle la partie conservée du bosquet, soit moins de ½ ha, n'est pas de l'échelle d'un plan de secteur qui constitue un document de planification sous-régionale; que l'inscription des terrains en zone d'espaces verts, conformément à l'avis exprimé par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire sur l'étude d'incidences le 28 avril 2009, permet également d'assurer la préservation du milieu naturel;

Considérant que la présente révision respecte le prescrit de l'article 46, alinéa 3, du Code en ce qu'elle prévoit la réaffectation en zone non destinée à l'urbanisation de terrains de 8,1 ha inscrits en zone d'extraction aux plans de secteur initiaux en compensation planologique à l'inscription de 6,9 ha de nouvelle zone d'extraction; l'inscription sur 0,6 ha de la partie Sud de la zone d'extraction, en bordure de la rue H. Moniotte sur Chimay ne devant pas être compensée vu que l'étude d'incidences de plan a conclu qu'elle n'était pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement;

Considérant que le souhait exprimé le 22 février 2010 par le Département de l'Environnement et de l'Eau de compenser, sur le plan biologique, l'inscription en zone d'extraction de terrains actuellement affectés en zone forestière par l'inscription en zone naturelle, forestière ou d'espaces verts d'une superficie équivalente à la perte de zone forestière, dépasse la volonté du législateur telle qu'exprimée à l'article 46, alinéa 3, du Code; que les objectifs de développement de la biodiversité et du maillage écologique poursuivis dans l'avis précité seront rencontrés tant par le prescrit de l'article 3 du présent arrêté que par les conditions d'aménagement des zones tampons de la zone d'extraction qui seront prévues par le permis;

Considérant qu'en ce qui concerne les terrains situés au sud de la carrière actuelle, en limite des communes de Chimay et de Couvin, une inscription en zone d'extraction assortie d'une prescription supplémentaire n'autorisant que les travaux liés au réaménagement du site qui favorisent le développement de la biodiversité offre à la fois la garantie juridique de pouvoir octroyer un permis pour la réhabilitation du site et celle d'un cautionnement assurant la bonne réalisation des travaux autorisés; que l'inscription des terrains en zone d'espaces verts, comme le recommande le CWEDD, n'offre pas ces mêmes garanties;

Considérant que les autres recommandations formulées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan de secteur et portant sur l'exploitation du site, sa sécurisation et l'aménagement des zones tampons sont relatives à la mise en œuvre du plan révisé et relèvent non pas de la présente révision de plan de secteur mais du permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'exploitation qui exécutera le projet sous-tendu par le plan;

Considérant qu'il en est de même des recommandations émises par la Direction des Eaux de Surface du Département de l'Environnement et de l'Eau dans l'avis précité du 22 février 2010 au sujet de la gestion des eaux usées et des risques potentiels d'atteinte à la qualité des cours d'eau;

Considérant, en conclusion, que, sur base des avis émis par les conseils communaux, la CRAT, le CWEDD et la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, le Gouvernement wallon considère que l'extension, vers le Nord, de la carrière de Lompret en vue de l'exploitation d'un gisement de calcaire à haute teneur en carbonate de calcium se justifie et, confirmant le projet de révision du 27 mai 2009 soumis à enquête publique, décide d'adopter définitivement la révision du plan de secteur en retenant, à cette fin, l'inscription aux plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin :

- d'une zone d'extraction de quelque 6,9 ha sur le territoire de Chimay (Lompret), dans le prolongement Nord de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole pour 4,3 ha et en zone forestière, pour 2,6 ha; de mesures d'aménagement visant la réalisation de zones d'isolement en bordure de la zone d'extraction;
- d'une zone agricole de quelque 8,1 ha à l'Est de la carrière actuelle, en compensation planologique à l'inscription de cette nouvelle zone d'extraction, sur des terrains actuellement inscrits en zone d'extraction sur le territoire de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain);
- d'une zone d'espaces verts de 1,1 ha sur des terrains inscrits en zones agricole et forestière au plan de secteur et qui avaient été intégrés à la zone d'extraction prévue par l'avant-projet de révision alors qu'ils présentent un intérêt biologique;
- d'une zone d'extraction de quelque 0,6 ha dans le prolongement Sud-Est de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur de Thuin-Chimay, en bordure de la rue H. Moniotte et faisant limite avec Aublain, couverte par une prescription supplémentaire *S26 n'y autorisant que les travaux liés à un réaménagement du site favorisant le développement de la biodiversité;

Considérant la déclaration environnementale prévue à l'article 44 du Code et annexée au présent arrêté;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

Article 1^{er}. La révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret, d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain) est adoptée définitivement selon le plan et la déclaration environnementale annexés au présent arrêté.

Art. 2. La prescription supplémentaire suivante, identifiée *S26, est d'application dans la zone d'extraction inscrite sur les terrains situés au Sud de la carrière actuelle en limite des communes de Chimay et de Couvin :

« Dans la zone d'extraction identifiée *S26 ne peuvent être autorisés que les travaux liés au réaménagement du site. Ces travaux doivent favoriser le développement de la biodiversité ».

Art. 3. Tous actes et travaux liés à l'exploitation de la carrière sont interdits dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur d'au moins :

- 25 m à partir de l'axe de la voie de chemin de fer; ces terrains seront laissés dans leur état naturel;
- 20 m à partir de l'axe du chemin vicinal n° 9; ces terrains devront être plantés;
- 10 m en limite de la zone agricole constituant compensation planologique; ces terrains devront être boisés ou plantés d'une haie;
- 10 m en bordure de la fosse; ces terrains seront laissés en l'état naturel au Nord et le long du plan d'eau.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 44 du Code.

Namur, le 10 juin 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

**Déclaration environnementale produite par le Gouvernement en application de l'article 44
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

La présente révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin a pour objectifs :

- de permettre la poursuite des activités de la carrière de Lompret en inscrivant un nouveau gisement exploitable en zone d'extraction au plan de secteur de Thuin-Chimay;
- de compenser l'inscription de cette nouvelle zone d'extraction en réaffectant en zone agricole la zone d'extraction inscrite à l'est de la carrière existante aux plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin, sur les communes de Chimay et de Couvin;
- de permettre le réaménagement de la partie de la carrière située en bordure de la rue H. Moniotte à Chimay (Lompret) par l'octroi d'un permis assorti d'un cautionnement.

Elle porte sur l'inscription :

- d'une zone d'extraction de 6,9 ha au nord de la carrière en exploitation, sur des terrains sis à Chimay (Lompret) et affectés au plan de secteur initial en zones agricole et forestière. Cette zone d'extraction fait l'objet de mesures d'aménagement visant l'établissement de zones d'isolement et déterminant les terrains sur lesquels les travaux liés à l'exploitation de la carrière sont interdits;
- d'une zone d'extraction de 0,6 ha au sud-est de la carrière, sur des terrains affectés en zone agricole au plan de secteur initial en bordure de la rue H. Moniotte à Chimay (Lompret) et exploités sans autorisation par le carrier précédent. Cette zone d'extraction est assortie d'une prescription supplémentaire identifiée *S26 n'autorisant que les travaux liés au réaménagement du site qui favorisent le développement de la biodiversité;
- au titre de compensation planologique prescrite par l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du CWATUP, d'une zone agricole de 8,1 ha à l'est de la carrière actuelle, sur des terrains sis à Chimay (Lompret) et Couvin (Aublain) et inscrits en zone d'extraction aux plans de secteur initiaux. Il s'agit de terrains proches d'habitations et présentant une mauvaise qualité de gisement;
- sur base des recommandations de l'étude d'incidences réalisée sur l'avant-projet de révision des plans de secteur et de l'avis exprimé par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, d'une zone d'espaces verts de 1,1 ha à l'ouest de la future carrière sur le territoire de Chimay (Lompret), affectés en zones agricole et forestière au plan de secteur initial;

La révision des plans de secteur a fait l'objet de la procédure prévue aux articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine et s'est déroulée selon la chronologie suivante :

Le 7 juin 2007, le Gouvernement a décidé la mise en révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) et adopté l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain);

Le 9 novembre 2007, le Gouvernement a décidé de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin précité et a fixé l'ampleur et le degré de précision de cette étude.

L'étude d'incidences de plan prescrite en application de l'article 42, alinéa 2, du Code a été confiée au bureau Pissart-Van der Stricht de Trooz le 14 octobre 2008 à l'issue d'un marché public par procédure négociée. Le rapport final a été déposé le 10 février 2009.

Aucun élément de l'avant-projet n'a été dispensé de cette étude en application de l'article 46, § 2, du CWATUP.

Le 27 mai 2009, le Gouvernement a adopté le projet de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret, d'une zone d'espaces verts sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain).

L'enquête publique sur le projet de révision des plans de secteur s'est déroulée du 21 septembre 2009 au 4 novembre 2009 dans les communes de Chimay et de Couvin sans donner lieu à réclamation. Les réunions d'information prescrites par l'article 4 du Code se sont tenues le 29 septembre 2009 à l'hôtel de ville de Chimay et à l'hôtel de ville de Couvin tandis que les réunions de concertation prévues par l'article 43 ont été organisées le 10 novembre 2009 à l'hôtel de ville de Chimay et à l'hôtel de ville de Couvin.

Le 12 novembre 2009, le Conseil communal de Chimay a émis un avis favorable sur le projet de révision. Le conseil communal de Couvin s'est également prononcé favorablement le 30 novembre 2009.

Le 22 décembre 2009, un avis sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences, des procès-verbaux et avis a été sollicité auprès de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable et de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, en application de l'article 43, § 4, alinéa 1^{er} et 2.

La Commission régionale d'Aménagement du Territoire a émis un avis favorable sur ce dossier le 11 février 2010.

La Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau s'est également prononcée favorablement le 22 février 2010 mais en assortissant son avis des conditions suivantes :

- adopter la variante de délimitation proposée dans le rapport d'étude d'incidences de plan visant à soustraire le talweg du ruisseau de la Fontaine de la zone d'extraction;
- inscrire en zone naturelle, forestière ou d'espaces verts, une surface au moins équivalente à la surface de la zone forestière inscrite en zone d'extraction;
- respecter les conditions énoncées par la Direction des Eaux de surface du Département de l'Environnement et de l'Eau;

Le Conseil wallon pour l'Environnement et le Développement durable a également rendu un avis favorable conditionnel le 23 février 2010. Ses conditions visent à :

- aménager en zones relais pour certaines espèces protégées les zones tampons préconisées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan le long de la voie ferrée et à l'Est de la carrière;
- affecter en zone d'espaces verts avec imposition d'un plan de réhabilitation la zone d'extraction prévue au sud de la carrière par le projet de révision;
- retenir l'alternative de délimitation proposée par le Bureau Pissart qui vise à préserver une partie de la zone boisée, l'orchidée protégée et une partie de la prairie à l'ouest, ainsi que les recommandations relatives à la sécurisation du site et à l'établissement de zones tampons;
- affecter en zone naturelle la partie conservée du bosquet;
- définir, dans le permis d'environnement, une profondeur d'exploitation qui n'entraîne pas d'exhaure;
- tenir compte des recommandations de l'auteur portant sur l'exploitation du site dans les permis uniques;

La présente déclaration établit la synthèse de la manière dont l'arrêté adoptant définitivement la révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin a pris en compte les considérations environnementales mises en évidence au cours du processus de révision de plan de secteur et les avis émis, renvoyant pour le détail au texte de l'arrêté.

L'avant-projet de révision des plans de secteur adopté le 7 juin 2007 envisageait l'inscription :

- d'une zone d'extraction de quelque 8,1 ha sur le territoire de Chimay (Lompret), dans le prolongement Nord de l'exploitation actuelle, sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole pour 5,5 ha et en zone forestière pour 2,6 ha;
- d'une zone agricole de quelque 8 ha à l'Est de la carrière actuelle, en compensation planologique à l'inscription de cette nouvelle zone d'extraction, sur des terrains actuellement inscrits en zone d'extraction sur le territoire de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain) mais dont il convient de renoncer à l'exploitation pour des raisons de qualité du gisement, de sécurité et de proximité des habitations de la rue de Virelles;
- d'une zone d'extraction de quelque 0,6 ha dans le prolongement Sud-Est de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur de Thuin-Chimay, en bordure de la rue H. Moniotte et faisant limite avec Aublain : il s'agit de terrains excavés par l'exploitant précédent bien qu'inscrits en zone agricole au plan de secteur. Ces terrains ne feront plus l'objet d'une exploitation mais doivent cependant être réaménagés. Le réaménagement des terrains prévu par la prescription supplémentaire assortissant l'inscription de cette zone d'extraction constitue une compensation alternative au changement d'affectation de ces terrains.

Conclusions de l'analyse des incidences environnementales de l'avant-projet

La principale contrainte mise en évidence par l'auteur de l'étude d'incidences de plan est d'ordre écologique. Deux sites intéressants ont été intégrés à la zone d'extraction par l'avant-projet et seraient donc appelés à disparaître : une zone boisée, composée d'une chênaie-charmaie calcicole comprenant une espèce d'orchidée protégée (orchis mâle) et le talweg du ruisseau de La Fontaine, occupé à hauteur du site par un plan d'eau alimenté à la fois par le ruisseau lui-même et par les eaux de pluie pompées dans la carrière.

De plus, sur le talus de l'ancienne voie de chemin de fer longeant la limite nord de la future zone d'extraction, des reliquats de végétation apparentée aux pelouses et fourrés calcaires ont été relevés qui, faute d'une gestion appropriée, sont mis en péril par une recolonisation ligneuse.

L'auteur de l'étude propose une variante de délimitation qui vise à préserver les éléments intéressants sur le plan écologique et qui consiste à soustraire de la zone d'extraction projetée, pour les maintenir en zone agricole, une partie du talweg du ruisseau de La Fontaine, pour éviter les atteintes physiques au cours d'eau et à son substrat, une partie des prairies situées à l'Est et à l'Ouest du ruisseau ainsi que l'éperon rocheux boisé qui surplombe la vallée, tant pour préserver un milieu naturel intéressant que conserver un écran boisé plus dense qui évite toute vue sur la fosse depuis l'Ouest. Compte tenu de la réduction de 1,2 ha à laquelle aboutit cette variante, le bureau d'études suggère de réduire la zone agricole prévue comme compensation planologique afin de conserver une équivalence des superficies.

Le Bureau Pissart présente également trois variantes de mise en œuvre afin de limiter les incidences de l'avant-projet. Elles portent sur :

- l'accès à la zone d'extraction, que la variante de délimitation implique de réaliser au Sud plutôt qu'au Nord, en évitant le plan d'eau de préférence;
- la profondeur de l'exploitation, qui devrait être autorisée jusqu'à la cote 160 m, sans préjudice pour la nappe aquifère, afin d'optimiser l'exploitation du calcaire dont la formation présente une puissance d'au moins 150 mètres et compenser la réduction de la future zone d'extraction;
- l'adaptation comme suit de la largeur des zones tampons prévues le long des zones non urbanisables voisines : 25 m à partir de l'axe de la voie de chemin de fer comme prévu par l'avant-projet, mais en laissant cette zone en l'état pour son intérêt biologique; une largeur égale à celle des paliers, soit 15 à 20 m, le long du chemin n° 9 et de la ligne électrique, assortie de plantations complémentaires pour renforcer l'écran végétal présent et la stabilité; une zone de 10 m de large à boiser ou en forme de haie le long de la limite avec la zone agricole prévue au titre de compensation. Enfin, à l'Ouest, en bordure de la fosse, une zone tampon de 10 m, laissée en place dans la partie boisée et maintenue en l'état naturel au Nord et le long du plan d'eau.

Le chargé d'étude complète également ses propositions de modification du zonage et de mise en œuvre de la zone d'extraction par les mesures suivantes :

- organiser des sondages de reconnaissance en accord avec le Service archéologique;
- assurer l'entretien de la N589 si nécessaire;
- mettre en place un contrôle régulier des vibrations produites par les tirs de mine, en particulier à la Galoperie;
- mettre en place un contrôle des niveaux sonores en début d'exploitation et un suivi si nécessaire;
- renforcer les mesures anti-poussières, suivant les principes définis dans le dossier de demande;
- renforcer les plantations le long du chemin n° 9;
- garantir à l'agriculteur l'accès à la parcelle située à l'ouest de la nouvelle zone d'extraction;
- acquérir le reliquat de terre agricole entre la voie de chemin de fer, la fosse, l'éperon boisé et le plan d'eau résultant de la variante de délimitation et qui ne pourra plus être utilisé par l'agriculteur;
- orienter les arbres abattus vers les filières de valorisation les plus adaptées;
- sécuriser l'exploitation par des clôtures;
- contrôler les terres éventuellement importées dans le cadre du réaménagement;
- établir un plan de sécurité organisant les interventions en cas d'incident en fond de fosse;
- si nécessaire, procéder au remodelage de la berge du plan d'eau du côté de la prairie ouest afin de contenir tout débordement sur les terres agricoles;
- en cas de venues d'eau dans la carrière depuis le ruisseau de La Fontaine, lui rendre son cours normal et réorganiser la récupération et la décantation des eaux pompées dans la carrière;
- en cas de non adoption de la variante de délimitation, protéger au maximum les zones sensibles et organiser la transplantation de l'orchidée protégée.

En dehors de l'objet principal de la révision qui concerne l'exploitation d'un nouveau gisement au nord de la carrière actuellement exploitée, l'étude d'incidences considère que l'inscription d'une zone agricole au titre de compensation planologique entérine une situation de fait qui n'aura pas d'impact sur l'environnement.

L'étude relève enfin que l'inscription en zone d'extraction des terrains exploités par erreur au sud de l'actuelle carrière aura un impact très limité et que la situation des terrains, dans le prolongement de l'ancienne carrière exploitée sur le territoire couvinois, leur confère un intérêt particulier au sein du réseau écologique.

Avis de la CRAT sur l'EIPS

Conformément à l'article 42, alinéa 7, du Code, la CRAT a été informée des résultats de l'étude à l'issue de chacune des deux phases, la première portant sur la validation de l'opportunité socio-économique de l'avant-projet et sa localisation macro-géographique et la seconde portant sur l'analyse des incidences environnementales à l'échelle micro-géographique. En date du 26 septembre 2008, elle a émis un avis favorable sur la première phase de l'étude et, par son avis du 28 avril 2009 sur la seconde phase, elle s'est prononcée en faveur de la variante de délimitation proposée par l'auteur en recommandant cependant d'inscrire en zone d'espaces verts plutôt qu'en zone agricole les terrains soustraits de la zone d'extraction inscrite à l'avant-projet, vu la destination des terrains.

Intégration des considérations environnementales dans le projet de révision des plans de secteur

Le projet de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin adopté par le Gouvernement le 27 mai 2009 a retenu la proposition de variante de délimitation présentée par le bureau d'études consistant à réduire la zone d'extraction envisagée par l'avant-projet de manière à en exclure les éléments les plus intéressants sur le plan écologique. La zone d'extraction du projet de révision présente donc une superficie de 6,9 ha contre 8,1 ha à l'avant-projet.

La suggestion faite par la CRAT d'inscrire les terrains soustraits en zone d'espaces verts, en raison de leur destination définitive, plutôt que de les maintenir en zone agricole comme au plan de secteur initial, a également été reprise au projet de révision.

Par contre, le Gouvernement ne s'est pas rallié à la proposition de l'auteur de l'étude de réduire la zone agricole servant de compensation planologique dans la mesure où elle ne reposait ni sur des considérations environnementales ni, plus largement, sur des considérations d'aménagement du territoire. Le périmètre de la zone d'extraction maintenue au plan de secteur sur le territoire de Couvin a toutefois été précisé par le projet de plan de secteur en adaptant sa limite nord à la limite de la parcelle cadastrée Son A n°339E. La différence de superficie entre l'avant-projet de plan de secteur et le projet de révision est négligeable. Au plan de secteur, cette partie de parcelle est déjà inscrite en zone d'extraction.

Parmi les variantes de mise en œuvre proposées, seule celle relevant du contenu du plan de secteur tel que fixé par l'article 23 du CWATUP et portant sur les zones d'isolement a été retenue par le projet. Bien que cette variante porte sur une précision de l'affectation et puisse théoriquement faire l'objet d'une prescription supplémentaire au sens de l'article 41, 1°, du Code, une telle prescription ne pourrait dans le cas d'espèce être représentée cartographiquement à l'échelle du plan de secteur vu les faibles largeurs concernées. L'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 adoptant l'avant-projet avait déjà envisagé la mise en œuvre de telles zones sous la forme de mesures d'aménagement en son article 4. Il a dès lors été jugé préférable, pour la lisibilité du plan, d'intégrer cette variante en adaptant les mesures d'aménagement prévues par les dispositions de l'article précité.

Les variantes de mise en œuvre portant sur l'accès à la zone d'extraction et la profondeur d'exploitation, de même que l'ensemble des mesures complémentaires à mettre en œuvre ne relèvent par contre pas du plan de secteur, au sens de l'article 23 du Code. Elles devront être prises en considération lors de l'instruction des procédures administratives relatives aux permis corrélatives à la présente révision de plan de secteur et seront, le cas échéant, précisées et complétées.

L'étude d'incidences a confirmé que l'inscription de la petite zone d'extraction prévue au sud, sur des terrains de moins d'1 ha exploités par erreur, n'était pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement et qu'il ne s'imposait dès lors pas de la compenser au sens de l'article 46 du Code.

Intégration des considérations environnementales dans la révision définitive des plans de secteur.

La révision définitive des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin entérine les options retenues au stade du projet, sur base de l'étude d'incidences et de l'avis de la CRAT.

Elle retient donc bien la variante de délimitation proposée par l'étude d'incidences de manière à préserver les éléments intéressants sur le plan écologique comme le recommandent le Conseil wallon pour l'Environnement et le Développement durable dans son avis du 23 février 2010 et la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement - Département de l'Environnement et de l'Eau dans son avis du 22 février 2010. Le Gouvernement s'est par contre écarté de la proposition du CWEDD d'affecter en zone naturelle la partie conservée du bosquet, soit moins de ½ ha, estimant qu'une telle précision n'était pas de l'échelle du plan de secteur et que l'inscription des terrains en zone d'espaces verts, conformément à l'avis exprimé par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire le 28 avril 2009, permettait par ailleurs également d'assurer la préservation du milieu naturel.

Le souhait exprimé le 22 février 2010 par le Département de l'Environnement et de l'Eau de compenser, sur le plan biologique, l'inscription en zone d'extraction de terrains actuellement affectés en zone forestière par l'inscription en zone naturelle, forestière ou d'espaces verts d'une superficie équivalente à la perte de zone forestière dépasse la volonté du Législateur et n'a pas non plus été retenu, d'autant que les objectifs de développement de la biodiversité et du maillage écologique poursuivis dans l'avis précité seront rencontrés tant par le prescrit de l'article 3 de l'arrêté adoptant définitivement la révision que par les conditions d'aménagement des zones tampons de la zone d'extraction qui seront prévues par le permis.

En ce qui concerne les terrains situés au sud de la carrière actuelle, en limite des communes de Chimay et de Couvin, une inscription en zone d'extraction assortie d'une prescription supplémentaire n'autorisant que les travaux liés au réaménagement du site qui favorisent le développement de la biodiversité offre non seulement la garantie juridique de la possibilité d'octroyer un permis pour la réhabilitation du site mais aussi celle du dépôt d'un cautionnement assurant la bonne réalisation des travaux autorisés. L'inscription des terrains en zone d'espaces verts, comme suggéré par le CWEDD, n'offre pas ces mêmes garanties et n'apporte pas de plus-value sur le plan du développement de la biodiversité.

Les autres recommandations formulées par l'auteur de l'étude d'incidences de plan de secteur auxquelles se réfèrent tant le CWEDD que la DGO3 et qui portent sur l'exploitation du site, sa sécurisation et l'aménagement des zones tampons sont relatives à la mise en œuvre du plan révisé et relèvent non pas de la présente révision de plan de secteur mais du permis d'environnement ou unique destiné à autoriser l'exploitation qui exécutera le projet sous-tendu par le plan. Il en est de même des recommandations émises par la Direction des Eaux de Surface du Département de l'Environnement et de l'Eau dans l'avis précité du 22 février 2010 au sujet de la gestion des eaux usées et des risques potentiels d'atteinte à la qualité des cours d'eau.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Avis de la CRAT relatif à la demande de révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret et d'une zone d'espaces verts à Chimay et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis en zone d'extraction à Chimay et Couvin

Conformément à l'article 43, § 4, du CWATUP, l'avis de la CRAT porte sur le dossier comprenant le projet de plan accompagné de l'étude d'incidences et des réclamations, observations, procès-verbaux et avis émis lors de l'enquête publique. Le présent dossier n'a toutefois fait l'objet d'aucune réclamation lors de l'enquête publique.

1. CONTEXTE DU PROJET

Brève description du projet :

Inscription au plan de secteur des zones suivantes :

- une zone d'extraction de 6,9 hectares à Lompret, dans le prolongement nord de l'exploitation actuelle ainsi que la réalisation de zones d'isolement;
- une zone agricole de 6,9 hectares à l'est de la carrière actuelle;
- une zone d'espaces verts de 1,1 hectare à l'ouest de la future carrière;
- une zone d'extraction de 0,6 hectares avec une prescription supplémentaire *S26 dans le prolongement sud-est de la zone d'extraction.

Demande :	Révision de plan de secteur
Localisation :	Au nord des villages de Lompret (Chimay) et d'Aublain (Couvin)
Auteur de l'étude :	Pissart SA, Trooz
Autorité compétente :	Gouvernement wallon
Date de réception du dossier :	23 décembre 2009

2. AVIS

La CRAT remet un avis favorable sur le projet de révision de plan de secteur.

Elle constate que celui-ci rencontre les remarques qu'elle avait formulées dans son avis du 28 avril 2009 relatif à la seconde phase de l'étude d'incidences (réf. : CRAT A.792 AN). L'avant-projet a en effet été adapté en y intégrant la variante de délimitation proposée par l'auteur de l'étude d'incidences et le périmètre incluant le ruisseau de la Fontaine a été affecté à la zone d'espaces verts.

Par ailleurs, la Commission adhère aux mesures préconisées par l'auteur de l'étude d'incidences, qui relèvent toutefois davantage des conditions du permis d'environnement.

Ph. BARRAS,
Président

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2010/27191]

10. JUNI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur endgültigen Verabschiedung der Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lompret, eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Änderung der Zweckbestimmung zwecks der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 2010 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2009 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35, 37 und 41 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums (SDER);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. September 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Thuin-Chimay;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. April 1980 zur Festlegung des Sektorenplans Philippeville-Couvin;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007, durch den beschlossen wurde, die Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) einer Revision zu unterziehen, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lompret auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. November 2007, durch den beschlossen wurde, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den vorerwähnten Vorentwurf zur Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin durchführen zu lassen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Verabschiedung des Entwurfs zur Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lompret, eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich;

Aufgrund der öffentlichen Untersuchung über den Entwurf zur Revision der Sektorenpläne, die vom 21. September 2009 bis zum 4. November 2009 in den Gemeinden Chimay und Couvin stattgefunden hat, ohne Anlass zu Beschwerden zu geben;

Aufgrund der Informationsversammlungen, die in Anwendung von Artikel 4, Absatz 1, 8° des CWATUP am 29. September 2009 im Stadthaus Chimay und im Stadthaus Couvin abgehalten wurden;

Aufgrund der Protokolle der Konzertierungsversammlungen, die in Anwendung von Artikel 43 des Gesetzbuches am 10. November 2009 im Stadthaus Chimay und im Stadthaus Couvin stattgefunden haben;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Chimay vom 12. November 2009;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Gemeinderates von Couvin vom 30. November 2009;

Aufgrund dessen, dass die gemeindlichen Behörden von Chimay am 4. Dezember 2009 und die gemeindlichen Behörden von Couvin am 8. Dezember 2009 der Regierung die in Artikel 43, § 3 des Gesetzbuches erwähnten Unterlagen übermittelt haben;

Aufgrund der am 22. Dezember 2009 bei dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" in Anwendung von Artikel 43, § 4, Absätze 1 und 2 beantragten Gutachten über die Akte, die den Planentwurf zusammen mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Beschwerden, Bemerkungen, Protokollen und Gutachten beinhaltet;

Aufgrund des durch den Regionalausschuss für Raumordnung am 11. Februar 2010 abgegebenen günstigen Gutachtens;

Aufgrund des günstigen Gutachtens der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt - Abteilung Umwelt und Wasser vom 22. Februar 2010 und der Bedingungen, die mit diesem Gutachten verbunden sind:

- die in dem Bericht der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Abgrenzungsvariante annehmen, die darauf abzielt, den Talweg des Bachs "de la Fontaine" vom Abbaugebiet zu entziehen;
- als Natur-, Forst- oder Grüngebiet eine Fläche eintragen, die mindestens der als Abbaugebiet eingetragenen Fläche des Forstgebiets entspricht;
- die von der Direktion der Oberflächengewässer der Abteilung Umwelt und Wasser aufgeführten Bedingungen beachten;

Aufgrund des durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung abgegebenen günstigen Gutachtens vom 23. Februar 2010 über die Umweltrelevanz der Abänderung der Sektorenpläne, sofern den Empfehlungen der Umweltverträglichkeitsprüfers Rechnung getragen wird;

In Erwägung der Empfehlungen des Wallonischen Umweltrats für eine nachhaltige Entwicklung zur Bekräftigung seines Gutachtens:

- die vom Umweltverträglichkeitsprüfer entlang der Eisenbahnlinie und östlich des Steinbruchs empfohlenen Pufferzonen als Rastplätze für bestimmte geschützte Arten einrichten;
- dem durch den Revisionsentwurf südlich des Steinbruchs vorgesehenen Abbaugbiet die Zweckbestimmung eines Grüngebiets mit Auferlegung einer Sanierungsplans geben;
- die vom Planungsbüro Pissart vorgeschlagene Abgrenzungsvariante, die darauf abzielt, einen Teil des bewaldeten Gebiets, die geschützte Orchidee und einen Teil der Wiese im Westen zu bewahren, sowie die Empfehlungen bezüglich der Gewährleistung der Sicherheit auf dem Gelände und der Anlage von Pufferzonen berücksichtigen;
- den erhaltenen Teil des Wäldchens als Naturgebiet eintragen;
- in der Genehmigung eine Gewinnungstiefe festlegen, die kein Abpumpen von Wasser erforderlich macht;
- die Empfehlungen des Verfassers über die Bewirtschaftung des Geländes in den Globalgenehmigungen berücksichtigen;

In der Erwägung, dass die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Abgrenzungsvariante zur Bewahrung der in ökologischer Hinsicht interessanten Elemente, die darin besteht, vom in dem Vorentwurf zur Revision vorgesehenen Abbaugbiet einen Teil des Talwegs des Bachs "La Fontaine", einen Teil der östlich und westlich des Bachs gelegenen Wiesen sowie den bewaldeten Fersensporen über das Tal zu entziehen, bereits in dem am 27. Mai 2009 verabschiedeten Entwurf zur Revision des Sektorenplans von der Regierung berücksichtigt wurde, und dass die Regierung diese Wahl in der vorliegenden endgültigen Revision des Sektorenplans bestätigen will;

In der Erwägung, dass die Änderung der Zweckbestimmung dieses Gebietsteils durch die vorliegende Revision, um ihn in ein Grüngebiet umzuwandeln, ebenfalls erlaubt, das männliche Knabenkraut (*Orchis mascula*), eine geschützte Pflanzenart im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur, die in dem kalkliebenden Eichen-Weißbuchenwald beobachtet wurde, der den Teil des Wäldchens bildet, der dem Abbaugbiet entzogen wird, zu bewahren; dass wenn es festgestellt werden sollte, dass diese Pflanze ebenfalls in dem Teil des Waldes, der als Abbaugbiet bleibt und für den zukünftigen Betrieb bestimmt ist, vorhanden ist, die Durchführung des Projekts mit der Gewährung einer Abweichung von den durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. November 2003 vorgesehenen Schutzmaßnahmen der Tier- und Pflanzenarten bedingt sein sollte;

In der Erwägung, dass die Eintragung als Naturgebiet des erhaltenen Teils des Wäldchens, d.h. weniger als ½ ha dem Maßstab eines Sektorenplans nicht entspricht, der ein Dokument zur unterregionalen Planung darstellt; dass die Eintragung dieser Grundstücke als Grüngebiet gemäß dem durch den Regionalaussschuss für Raumordnung geäußerten Gutachten über die Umweltverträglichkeitsprüfung vom 28. April 2009 erlaubt, die Erhaltung des natürlichen Milieus zu sichern;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision die Bestimmungen von Artikel 46, Absatz 3 des Gesetzbuches beachtet, insofern sie die Änderung der Zweckbestimmung von Grundstücken von 8,1 ha, die in einem Abbaugbiet in den ursprünglichen Sektorenplänen eingetragen wurden, zur Umwandlung in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung von 6,9 ha als neues Abbaugbiet vorsieht; dass die Eintragung von 0,6 ha des südlichen Teils des Abbaugbiets am Rande der Straße "rue H. Moniotte" in Chimay nicht auszugleichen ist, da in der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung geschlussfolgert wurde, dass sie keine bedeutenden Auswirkungen auf die Umwelt haben sollte;

In der Erwägung, dass der am 22. Februar 2010 von der Abteilung Umwelt und Wasser geäußerte Wunsch, die Eintragung als Abbaugbiet von zur Zeit als Forstgebiete eingetragenen Grundstücken durch die Eintragung als Natur-, Forst- oder Grüngebiet einer Fläche, die dem Verlust an Forstgebiet entspricht, auf biologischer Ebene auszugleichen, den in Artikel 46, Absatz 3 des Gesetzbuches geäußerten Willen des Gesetzgebers überschreitet; dass auf die Entwicklungsziele der biologischen Vielfalt und der ökologischen Vermaschung, die in dem vorerwähnten Gutachten angestrebt werden, sowohl durch die Bestimmungen von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses als auch durch die Bedingungen für die Einrichtung der Pufferzonen des Abbaugbiets, die in der Genehmigung vorgesehen sein werden, eingegangen wird;

In der Erwägung, dass was die südlich des heutigen Steinbruchs, am Rande der Gemeinden Chimay und Couvin gelegenen Grundstücke betrifft, eine Eintragung in einem Abbaugbiet mit einer zusätzlichen Vorschrift, durch die ausschließlich die mit der Neugestaltung des Geländes verbundenen Arbeiten, die eine Entwicklung der biologischen Vielfalt fördern, zugelassen werden, gleichzeitig die juristische Garantie der möglichen Gewährung einer Genehmigung für die Sanierung des Geländes und die Garantie einer Sicherheitsleistung zur Gewährleistung der guten Ausführung der zugelassenen Arbeiten bietet; dass die Eintragung dieser Grundstücke als Grüngebiete, wie dies durch den CWEDD empfohlen wird, solche Garantien nicht bietet;

In der Erwägung, dass die anderen durch den Verfasser der Sektorenplan-Umweltverträglichkeitsprüfung geäußerten Empfehlungen, die sich auf die Bewirtschaftung des Geländes, seine Absicherung und die Anlage von Pufferzonen beziehen, die Ausführung des revidierten Sektorenplans betreffen und nicht der vorliegenden Revision des Sektorenplans sondern der Umwelt- oder Globalgenehmigung, die den Betrieb, der das durch den Plan betroffene Projekt verwirklichen wird, erlauben wird, unterliegen;

In der Erwägung, dass das Gleiche für die in dem vorerwähnten Gutachten vom 22. Februar 2010 bezüglich der Bewirtschaftung des Abwassers und der Schadengefahren für die Qualität der Wasserläufe durch die Direktion der Oberflächengewässer der Abteilung Umwelt und Wasser geäußerten Empfehlungen gilt;

In der Erwägung, als Schlussfolgerung, dass auf der Grundlage der durch die Gemeinderäte, den Regionalaussschuss für Raumordnung, den Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und die operative Generaldirektion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt" abgegebenen Gutachten die Wallonische Regierung der Ansicht ist, dass die Erweiterung nach dem Norden des Steinbruchs Lompret zwecks der Erschließung eines Kalkvorkommens mit hohem Gehalt an Kalziumkarbonat gerechtfertigt ist, und den einer öffentlichen Untersuchung unterworfenen Revisionsentwurf vom 27. Mai 2009 bestätigt, indem sie beschließt, die Revision des Sektorenplans endgültig zu verabschieden, wobei zu diesem Zweck die Eintragung in den Sektorenplänen Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin der folgende Gebiete gewählt wird:

- eines Abbaugbiets von ca. 6,9 ha auf dem Gebiet von Chimay (Lompret) in der nördlichen Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Agrargebiet (4,3 ha) und in einem Forstgebiet (2,6 ha) eingetragenen Grundstücken; von Raumordnungsmaßnahmen zur Einrichtung von Trenngebietern am Rande des Abbaugbiets;
- eines Agrargebiets von ca. 8,1 ha östlich des heutigen Steinbruchs als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung dieses neuen Abbaugbiets, auf zur Zeit in einem Abbaugbiet auf dem Gebiet von Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) eingetragenen Grundstücken;

- eines Grüngeländes von 1,1 ha auf im Sektorenplan in einem Agrar- bzw. Forstgebiet eingetragenen Grundstücken, die in das durch den Vorentwurf der Revision vorgesehene Abbaugelände eingegliedert worden waren, obwohl sie ein biologisches Interesse aufweisen;
- eines Abbaugeländes von ca. 0,6 ha in der süd-östlichen Verlängerung des im Sektorenplan Thuin-Chimay eingetragenen Abbaugeländes, am Rande der Straße "rue H. Moniotte", das die Grenze mit Aublain darstellt, und die mit einer zusätzlichen Vorschrift *S26 gedeckt wird, durch die nur die mit einer Neugestaltung des Geländes verbundenen Arbeiten, die die Entwicklung der biologischen Vielfalt fördern, zugelassen werden;

In Erwägung der in Artikel 44 des Gesetzbuches vorgesehenen und dem vorliegenden Erlass beigefügten Umwelterklärung;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) zwecks der Eintragung von zwei Abbaugeländen als Erweiterung des Steinbruchs Lompret, eines Grüngeländes auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Änderung der Zweckbestimmung zwecks der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugeländes auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich, wird nach dem Plan und der Umwelterklärung, die dem vorliegenden Erlass beigefügt sind, endgültig verabschiedet.

Art. 2 - Die folgende, unter der Abkürzung *S26 gekennzeichnete zusätzliche Vorschrift ist in dem Abbaugelände, das auf den südlich des heutigen Steinbruchs am Rande der Gemeinden Chimay und Couvin gelegenen Grundstücken eingetragen ist, anwendbar:

« In dem unter der Abkürzung *S26 gekennzeichneten Abbaugelände dürfen ausschließlich die Arbeiten gestattet werden, die mit der Neugestaltung des Geländes verbunden sind. Diese Arbeiten müssen die Entwicklung der biologischen Vielfalt fördern ».

Art. 3 - Alle mit dem Betrieb des Steinbruchs verbundenen Handlungen und Arbeiten sind in dem Abbaugelände untersagt, wo die Tiefe mindestens das Folgende beträgt:

- 25 m ab der Achse der Eisenbahnlinie; diese Grundstücke werden in ihrem natürlichen Zustand gelassen;
- 20 m ab der Achse des Gemeindeganges Nr. 9; diese Grundstücke müssen bepflanzt werden;
- 10 m an der Grenze des Agrargebietes, das den raumplanerischen Ausgleich bildet; diese Grundstücke müssen aufgeforstet oder mit einer Hecke bepflanzt werden;
- 10 m am Rande der Grube; diese Grundstücke werden in dem natürlichen Zustand im Norden und längs der Wasserfläche gelassen.

Art. 4 - Der Minister für Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses gemäß den Bestimmungen von Artikel 44 des Gesetzbuches beauftragt.

Namur, den 10. Juni 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

In Anwendung von Artikel 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe von der Regierung vorgelegte Umwelterklärung

Die vorliegende Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin hat zum Zweck:

- die Weiterführung der Tätigkeiten des Steinbruchs Lompret möglich zu machen, indem ein neues erschließbares Vorkommen in einem Abbaugelände im Sektorenplan Thuin-Chimay eingetragen wird;
- die Eintragung dieses neuen Abbaugeländes dadurch auszugleichen, dass dem östlich des bestehenden Steinbruchs in den Sektorenplänen Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin auf den Gemeinden Chimay und Couvin eingetragenen Abbaugelände die Zweckbestimmung eines Agrargebietes gegeben wird;

die Neugestaltung des Teils des Steinbruchs, der am Rande der Straße "rue H. Moniotte" in Chimay (Lompret) durch die Erteilung einer mit einer Sicherheitsleistung verbundenen Genehmigung zu ermöglichen.

Sie betrifft die Eintragung:

- eines Abbaugeländes von 6,9 ha nördlich des Steinbruchs in Betrieb auf in Chimay (Lompret) gelegenen Grundstücken, die im ursprünglichen Sektorenplan die Zweckbestimmung von Agrar- und Forstgebieten hatten. Dieses Abbaugelände bildet den Gegenstand von Raumordnungsmaßnahmen zur Einrichtung von Trenngebieten und zur Bestimmung der Grundstücke, auf denen die mit dem Betrieb des Steinbruchs verbundenen Arbeiten untersagt sind;
- eines Abbaugeländes von 0,6 ha südöstlich des Steinbruchs auf im ursprünglichen Sektorenplan in einem Agrargebiet eingetragenen Grundstücken, am Rande der Straße "H. Moniotte" in Chimay (Lompret), die ohne Genehmigung durch den vorigen Steinbruchbetreiber erschlossen wurden. Dieses Abbaugelände wird mit einer *S26 gekennzeichneten zusätzlichen Vorschrift verbunden, durch die ausschließlich die mit der Neugestaltung des Geländes verbundenen Arbeiten, die eine Entwicklung der biologischen Vielfalt fördern, zugelassen werden.
- eines Agrargebietes von 8,1 ha östlich des heutigen Steinbruchs auf in Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegenen und in den ursprünglichen Sektorenplänen als Abbaugelände eingetragenen Grundstücken, als durch Artikel 46, § 1, 3° des CWATUP vorgeschriebener raumplanerischer Ausgleich. Es handelt sich um Grundstücke, die nah von Wohnungen liegen und deren Vorkommen schlechter Qualität sind;
- auf der Grundlage von Empfehlungen der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich des Vorentwurfs zur Revision der Sektorenpläne und des von dem Regionalausschuss für Raumordnung geäußerten Gutachten, eines Grüngeländes von 1,1 ha westlich des zukünftigen Steinbruchs auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret), die im ursprünglichen Sektorenplan als Agrar- und Forstgebiete eingetragen sind.

Die Revision der Sektorenpläne war Gegenstand des in den Artikeln 42 bis 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgesehenen Verfahrens, und erfolgte nach der folgenden Chronologie:

Am 7. Juni 2007 hat die Regierung beschlossen, die Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) einer Revision zu unterziehen, und hat den Vorentwurf der Revision zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lompret auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Änderung der Zweckbestimmung zur Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich verabschiedet;

Am 9. November 2007 hat die Regierung beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung über den vorerwähnten Vorentwurf zur Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin durchführen zu lassen und hat den Umfang und den Genauigkeitsgrad dieser Prüfung festgesetzt.

Die in Anwendung von Artikel 42, Absatz 2 des Gesetzbuches vorgeschriebene Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung wurde dem Planungsbüro "Pissart-Van der Stricht" von Trooz am 14. Oktober 2008 nach einem durch Verhandlungsverfahren vergebenen öffentlichen Auftrag anvertraut. Der Schlussbericht wurde am 10. Februar 2009 abgegeben.

Kein Element des Vorentwurfs wurde in Anwendung von Artikel 46 § 2 des CWATUP von dieser Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

Am 27. Mai 2009 hat die Regierung den Entwurf zur Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lompret, eines Grüngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lompret) und der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich endgültig verabschiedet.

Die öffentliche Untersuchung über den Entwurf zur Revision der Sektorenpläne hat vom 21. September 2009 bis zum 4. November 2009 in den Gemeinden Chimay und Couvin stattgefunden, ohne Anlass zu Beschwerden zu geben. Die durch Artikel 4 des Gesetzbuches vorgeschriebenen Informationsversammlungen haben am 29. September 2009 im Stadthaus von Chimay und im Stadthaus von Couvin stattgefunden, während die durch Artikel 43 vorgesehenen Konzertierungsversammlungen am 10. November 2009 im Stadthaus von Chimay und im Stadthaus von Couvin veranstaltet wurden.

Am 12. November 2009 hat der Gemeinderat Chimay ein günstiges Gutachten über den Entwurf der Revision abgegeben. Der Gemeinderat Couvin hat ebenfalls eine günstige Stellungnahme am 30. November 2009 abgegeben.

Am 22. Dezember 2009 wurde bei dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und der operativen Generaldirektion "Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie" in Anwendung von Artikel 43, § 4, Absätze 1 und 2 ein Gutachten über die Akte, die den Planentwurf zusammen mit der Umweltverträglichkeitsprüfung und den Protokollen und Gutachten beinhaltet, beantragt.

Der Regionalausschuss für Raumordnung hat am 11. Februar 2010 ein günstiges Gutachten über diese Angelegenheit abgegeben.

Die operative Generaldirektion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt", Abteilung Umwelt und Wasser hat ebenfalls am 22. Februar 2010 ein günstiges Gutachten, jedoch mit den folgenden Bedingungen abgegeben:

- die in dem Bericht der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Abgrenzungsvariante annehmen, die darauf abzielt, den Talweg des Bachs "de la Fontaine" vom Abbaugebiet zu entziehen;
- in ein Natur-, Forst- oder Grüngebiet eine Fläche eintragen, die mindestens der in einem Abbaugebiet eingetragenen Fläche des Forstgebiets entspricht;
- die von der Direktion der Oberflächengewässer der Abteilung Umwelt und Wasser aufgeführten Bedingungen beachten.

Der Wallonische Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung hat am 23. Februar 2010 ebenfalls ein bedingtes günstiges Gutachten abgegeben. Seine Bedingungen zielen darauf ab:

- die vom Umweltverträglichkeitsprüfer entlang der Eisenbahnlinie und östlich des Steinbruchs empfohlenen Pufferzonen als Rastplätze für bestimmte geschützte Arten einzurichten;
- dem durch den Revisionsentwurf südlich des Steinbruchs vorgesehenen Abbaugebiet die Zweckbestimmung eines Grüngebiets mit Auferlegung einer Sanierungsplans zu geben;
- die vom Planungsbüro Pissart vorgeschlagene Abgrenzungsvariante, die darauf abzielt, einen Teil des bewaldeten Gebiets, die geschützte Orchidee und einen Teil der Wiese im Westen zu bewahren, sowie die Empfehlungen bezüglich der Gewährleistung der Sicherheit auf dem Gelände und der Anlage von Pufferzonen zu berücksichtigen;
- den erhaltenen Teil des Wäldchens als Naturgebiet einzutragen;
- in der Umweltgenehmigung eine Gewinnungstiefe festzulegen, die kein Abpumpen von Wasser erforderlich macht;
- die Empfehlungen des Verfassers über die Erschließung des Geländes in den Globalgenehmigungen zu berücksichtigen.

Die vorliegende Erklärung macht die Zusammenfassung der Art und Weise, wie der Erlass zur endgültigen Verabschiedung der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin den Umwelterwägungen, die im Laufe des Revisionsverfahrens des Sektorenplans hervorgehoben wurden, und den abgegebenen Gutachten entgegengekommen ist, und verweist für die Einzelheiten auf den Wortlaut des Erlasses

Der am 7. Juni 2007 verabschiedete Vorentwurf zur Revision der Sektorenpläne beabsichtigte die Eintragung:

- eines Abbaugebiets von ca. 8,1 ha auf dem Gebiet von Chimay (Lompret) in der nördlichen Verlängerung des heutigen Betriebs auf zur Zeit in einem Agrargebiet (5,5 ha) und in einem Forstgebiet (2,6 ha) eingetragenen Grundstücken;
- eines Agrargebiets von ca. 8 ha östlich des heutigen Steinbruchs als raumplanerischer Ausgleich für die Eintragung dieses neuen Abbaugebiets, auf zur Zeit in einem Abbaugebiet auf dem Gebiet von Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) eingetragenen Grundstücken, aber auf deren Erschließung es Anlass gibt, aus Gründen in Bezug auf die Qualität des Vorkommens, die Sicherheit und die Nähe der Wohnungen der Straße "rue de Virelles" zu verzichten;

- eines Abbaugebiets von ca. 0,6 ha in der süd-östlichen Verlängerung des im Sektorenplan Thuin-Chimay eingetragenen Abbaugebiets, am Rande der Straße "rue H. Moniotte", das die Grenze mit Aublain darstellt; es handelt sich um Grundstücke, die durch den vorherigen Betreiber gebaggert wurden, obwohl sie als Agrargebiet eingetragen waren. Diese Grundstücke werden nicht mehr erschlossen, müssen jedoch neugestaltet werden. Die Neugestaltung der Grundstücke, die durch die mit der Eintragung dieses Abbaugebiets verbundene zusätzliche Vorschrift vorgesehen wird, gilt als alternativer Ausgleich für die Änderung der Zweckbestimmung dieser Grundstücke.

Schlussfolgerungen der Analyse der Auswirkungen des Vorentwurfs auf die Umwelt

Die Hauptbelastung, die von dem Umweltverträglichkeitsprüfer hervorgehoben wurde, ist mit der Umwelt verbunden. Zwei interessante Gelände wurden durch den Vorentwurf dem Abbaugebiet eingegliedert und würden deshalb verschwinden: ein Forstgebiet, das in einem kalkliebenden Eichen-Weißbuchenwald mit einem männlichen Knabenkraut (*Orchis mascula*) besteht, und der Talweg des Bachs "de la Fontaine", in dem in Höhe des Geländes ein Wasserlauf vorhanden ist, der gleichzeitig mit dem Bach selbst und mit aus dem Steinbruch abgepumptem Regenwasser versorgt wird.

Auf der Böschung der ehemaligen Eisenbahnlinie entlang der nördlichen Grenze des zukünftigen Abbaugebiets wurden außerdem Reste von Vegetation, die mit kalkhaltigen Wiesen und Gestrüppen verwandt sind, beobachtet, und die, mangels geeigneter Maßnahmen durch eine holzige Überwucherung gefährdet werden.

Der Umweltverträglichkeitsprüfer schlägt eine Abgrenzungsvariante vor, die darauf abzielt, die in ökologischer Hinsicht interessanten Elemente zu bewahren, und die darin besteht, die folgenden Elemente vom geplanten Abbaugebiet zu entziehen und sie in einem Agrargebiet beizubehalten: einen Teil des Talwegs des Bachs "La Fontaine", um die physischen Gefährdung des Wasserlaufs und dessen Unterschicht zu vermeiden, einen Teil der östlich und westlich des Bachs gelegenen Wiesen, sowie den bewaldeten Fersensporn über das Tal, sowohl um einen interessanten natürlichen Lebensraum zu bewahren, als auch um eine dichtere bewaldete Schutzwand zu lassen, die jeglichen Blick auf die Grube ab dem Westen hindert. Unter Berücksichtigung der Kürzung um 1,2 ha, zu welcher diese Variante führt, schlägt das Planungsbüro vor, das als raumplanerischer Ausgleich vorgesehene Agrargebiet zu reduzieren, um eine Äquivalenz der Flächen zu behalten.

Das Planungsbüro Pissart stellt ebenfalls drei Durchführungsvarianten vor, um die Auswirkungen des Vorentwurfs zu begrenzen. Sie betreffen:

- den Zugang zum Abbaugebiet, der in der Abgrenzungsvariante im Süden statt im Norden zu verwirklichen ist, wobei der Wasserlauf möglichst vermieden wird;
- die Gewinnungstiefe, die bis zur Quote von 160 m ohne Schaden für die Grundwasserleitschicht zugelassen werden sollte, um die Gewinnung von Kalk, dessen Bildung eine Mächtigkeit von mindestens 150 m aufweist, zu optimieren, und die Verringerung des zukünftigen Abbaugebiets auszugleichen;
- die folgende Anpassung der Breite der entlang der benachbarten nicht verstädterbaren Gebieten vorgesehenen Pufferzonen: 25 m ab der Achse der Eisenbahnlinie, wie in dem Vorentwurf vorgesehen, wobei dieses Gebiet jedoch in seinem heutigen Zustand wegen seines biologischen Interesses gelassen wird; eine Breite, die derjenigen der Stufen entspricht, d.h. 15 bis 20 m, entlang dem Weg Nr. 9 und der elektrischen Leitung, verbunden mit zusätzlichen Anpflanzungen, um die heutige grüne Schutzwand und die Stabilität zu verstärken; eine 10 m breite Zone, die zu bewalden ist, oder die Form einer Hecke nehmen sollte, entlang der Grenze mit dem als Ausgleich vorgesehenen Agrargebiet. Schließlich, im Westen am Rande der Grube, eine Pufferzone von 10 m, die im bewaldeten Teil als bereits vorhanden gelassen und im Norden und entlang dem Wasserlauf im natürlichen Zustand beibehalten wird.

Der Studienbeauftragte ergänzt ebenfalls seine Vorschläge zur Abänderung der Zoneneinteilung und zur Erschließung des Abbaugebiets durch die folgenden Maßnahmen:

- im Einvernehmen mit der archäologischen Dienststelle Erkundungs sondierungen vornehmen;
- wenn nötig die Instandhaltung der N589 gewährleisten;
- eine regelmäßige Kontrolle der durch die Sprengungen erzeugten Schwingungen einführen, insbesondere bei der "Galoperie";
- eine Kontrolle der Lärmpegel am Anfang des Betriebs und wenn nötig, eine weitere Überwachung einführen;
- die Maßnahmen gegen den Staub nach den in der Antragsakte festgelegten Grundsätzen verstärken;
- die Anpflanzungen entlang dem Weg Nr. 9 verstärken;
- dem Landwirt den Zugang zur westlich des neuen Abbaugebiets gelegenen Parzelle sichern;
- den übrigen Teil des Ackerbodens zwischen der Eisenbahnlinie, der Grube, dem bestockten Sporn und dem Wasserlauf, der sich aus der Abgrenzungsvariante ergibt und vom Landwirt nicht mehr benutzt werden kann, erwerben;
- die gefallenen Bäume nach den am geeignetsten Aufwertungsmöglichkeiten richten;
- den Betrieb mit Umfriedungen absichern;
- die ggf. im Rahmen der Neugestaltung eingeführte Erde kontrollieren;
- einen Sicherheitsplan erstellen, in den die Eingriffe im Falle eines Zwischenfalls auf dem Grubenboden organisiert werden;
- wenn nötig, die Ufer des Wasserlaufs auf der Seite der westlichen Wiese neugestalten, um jegliche Überschwemmung auf Agrargelände zu vermeiden;

im Falle von Wassereinbrüchen in den Steinbruch ab dem Bach "La Fontaine", ihm seinen normalen Lauf wiederherstellen und die Rückgewinnung und Absetzung des abgepumpten Wassers in dem Steinbruch organisieren;

wenn die Abgrenzungsvariante nicht angenommen wird, die empfindlichen Zonen möglichst schützen und die Verpflanzung der geschützten Orchidee organisieren.

Außerhalb des Hauptgegenstands der Revision, der die Erschließung eines neuen Vorkommens nördlich des zur Zeit betriebenen Steinbruchs betrifft, wird in der Umweltverträglichkeitsprüfung betrachtet, dass die Eintragung eines Agrargebiets als raumplanerischer Ausgleich eine Sachlage, die keine Auswirkungen auf die Umwelt haben wird, bestätigt.

In der Umweltverträglichkeitsprüfung wird schließlich hervorgehoben, dass die Eintragung als Agrargebiet der auf irrtümlicher Weise im Betrieb eingegliederten Grundstücke südlich des heutigen Steinbruchs sehr begrenzte Auswirkungen haben wird, und dass die Lage der Grundstücke in der Verlängerung des ehemaligen auf dem Gebiet von Couvin betriebenen Steinbruchs ihnen ein besonderes Interesse im Rahmen des ökologischen Netzes verleiht.

Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung über die Sektorenplan-Umweltverträglichkeitsprüfung

Gemäß Artikel 42, Absatz 7 des Gesetzbuches wurde der Regionalausschuss für Raumordnung über die Ergebnisse der Umweltverträglichkeitsprüfung nach jeder der beiden Phase informiert; die erste Phase nämlich die Gutheißung der sozialwirtschaftlichen Zweckmäßigkeit des Vorentwurfs und seines makro-geographischen Standorts und die zweite Phase betraf die Analyse der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt auf mikro-geographischer Ebene. Am 26. September 2008 hat er ein günstiges Gutachten über die erste Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung abgegeben, und durch sein Gutachten vom 28. April 2009 über die zweite Phase hat er sich positiv über die vom Studienverfasser vorgeschlagene Abgrenzungsvariante geäußert, wobei er jedoch empfahl, die Grundstücke, die von dem im Vorentwurf eingetragenen Abbaugbiet entzogen werden, angesichts ihrer Zweckbestimmung eher als Grüngelände als in Agrargebiet einzutragen.

Eingliederung der Umwelterwägungen in den Entwurf zur Revision der Sektorenpläne

In dem am 27. Mai 2009 von der Regierung angenommenen Entwurf zur Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin wurde die durch das Planungsbüro vorgestellte Abgrenzungsvariante angenommen, die darin besteht, das in dem Vorentwurf geplante Abbaugbiet zu verringern, um die in ökologischer Hinsicht am interessantesten Elemente davon auszuschließen. Das Abbaugbiet des Revisionsentwurfs weist demnach eine Fläche von 6,9 ha gegen 8,1 ha im Vorentwurf auf.

Der von dem CRAT gemachte Vorschlag, um die entzogenen Grundstücke angesichts ihrer endgültigen Zweckbestimmung als Grüngelände einzutragen, anstatt sie wie im ursprünglichen Sektorenplan als Agrargebiete beizubehalten, wurde ebenfalls im Revisionsentwurf aufgenommen.

Die Regierung hat sich allerdings dem Vorschlag des Umweltverträglichkeitsprüfers zur Verringerung des Agrargebiets, das als raumplanerischer Ausgleich dient, nicht angeschlossen, insofern er weder auf Umwelterwägungen noch, im allgemeineren Sinn, auf Raumordnungserwägungen beruhte. Der Umfang des im Sektorenplan auf dem Gebiet von Couvin beibehaltenen Abbaugbiets wurde jedoch durch den Entwurf des Sektorenplans genauer bestimmt, und seine nördliche Abgrenzung an der Grenze der Flur 1, Nr. 339E katastrierten Parzelle wurde angepasst. Der Flächenunterschied zwischen dem Vorentwurf des Sektorenplans und dem Entwurf der Revision ist geringfügig. Im Sektorenplan ist dieser Teil der Parzelle bereits in einem Abbaugbiet eingetragen.

Unter den vorgeschlagenen Durchführungsvarianten wurde nur diejenige, die vom gemäß Artikel 23 des CWATUP festgelegten Inhalt des Sektorenplans abhängig ist, und die Trenngebiete betrifft, in dem Entwurf angenommen. Obwohl sich diese Variante auf eine genauere Bestimmung der Zweckbestimmung bezieht, und theoretisch den Gegenstand einer zusätzlichen Vorschrift im Sinne von Artikel 41, 1° des Gesetzbuches bilden könnte, wäre es unmöglich, im vorliegenden Fall im Maßstab des Sektorenplans angesichts der geringen betroffenen Breiten eine solche Vorschrift kartographisch darzustellen. Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007, durch den der Vorentwurf angenommen wurde, wurde bereits in Artikel 4 die Erschließung solcher Gebiete durch Raumordnungsmaßnahmen in Betracht gezogen. Es wurde deshalb zwecks der Lesbarkeit des Plans als besser betrachtet, diese Variante durch die Anpassung der in den Bestimmungen des vorerwähnten Artikels vorgesehenen Raumordnungsmaßnahmen einzugliedern.

Die Durchführungsvarianten bezüglich des Zugangs zum Abbaugbiet und die Gewinnungstiefe sowie die gesamten zusätzlichen einzuleitenden Maßnahmen sind jedoch nicht im Rahmen des Sektorenplans im Sinne von Artikel 23 des Gesetzbuches zu berücksichtigen. Sie müssen anlässlich der verwaltungsmäßigen Verfahren bezüglich der Genehmigungen, die in Verbindung mit der vorliegenden Revision des Sektorenplans stattfinden werden, in Betracht gezogen werden, und werden ggf. genauer bestimmt und ergänzt.

Die Umweltverträglichkeitsprüfung hat bestätigt, dass die Eintragung des kleinen, im Süden vorgesehenen Abbaugbiets auf Grundstücken von weniger als 1 ha, die auf irrtümlicher Weise im Betrieb eingegliedert wurden, keine Gefahr von bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt mit sich bringen würde, und dass es daher nicht notwendig ist, es im Sinne von Artikel 46 des Gesetzbuches auszugleichen.

Eingliederung der Umwelterwägungen in die endgültige Revision der Sektorenpläne

Die endgültige Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin bestätigt die im Stadium des Entwurfs berücksichtigten Optionen auf der Grundlage der Umweltverträglichkeitsprüfung und des Gutachtens des CRAT.

Die in der Umweltverträglichkeitsprüfung vorgeschlagene Abgrenzungsvariante wird also angenommen, um die in ökologischer Hinsicht interessantesten Elemente zu bewahren, wie dies vom Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung in seinem Gutachten vom 23. Februar 2010 und von der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, Abteilung Umwelt und Wasser in ihrem Gutachten vom 22. Februar 2010 empfohlen wurde. Die Regierung hat dagegen von dem Vorschlag des CWEDD zur Eintragung des erhaltenen Teils des Wäldchens, nämlich weniger als ½ ha, als Naturgebiet abgewichen, da sie der Ansicht war, dass eine solche Genauigkeit dem Maßstab des Sektorenplans nicht entspricht und dass die Eintragung von Grundstücken in Grüngeländen gemäß dem durch den Regionalausschuss für Raumordnung am 28. April 2009 geäußerten Gutachten ebenfalls erlaubt, die Erhaltung des Naturlebensraums zu gewährleisten.

Der am 22. Februar 2010 von der Abteilung Umwelt und Wasser geäußerte Wunsch, die Eintragung als Abbaugelände von zur Zeit als Forstgelände eingetragenen Grundstücken durch die Eintragung als Natur-, Forst- oder Grüngebiet einer Fläche, die dem Verlust an Forstgebiet entspricht, auf biologischer Ebene auszugleichen, überschreitet den Willen des Gesetzgebers und wurde auch nicht angenommen, zumal auf die Entwicklungsziele der biologischen Vielfalt und der ökologischen Verflechtung, die in dem vorerwähnten Gutachten angestrebt werden, sowohl durch die Bestimmungen von Artikel 3 des Erlasses zur endgültigen Annahme der Revision als auch durch die Bedingungen für die Einrichtung der Pufferzonen des Abbaugeländes, die in der Genehmigung vorgesehen sein werden, eingegangen wird.

Was die südlich des heutigen Steinbruchs, am Rande der Gemeinden Chimay und Couvin gelegenen Grundstücke betrifft, bietet eine Eintragung in einem Abbaugelände mit einer zusätzlichen Vorschrift, durch die ausschließlich die mit der Neugestaltung des Geländes verbundenen Arbeiten, die eine Entwicklung der biologischen Vielfalt fördern, zugelassen werden, nicht nur die juristische Garantie der möglichen Gewährung einer Genehmigung für die Sanierung des Geländes, sondern auch die Garantie einer Sicherheitsleistung zur Gewährleistung der guten Ausführung der zugelassenen Arbeiten. Die Eintragung dieser Grundstücke als Grüngebiete, wie dies durch den CWEDD empfohlen wird, bietet aber solche Garantien nicht und bringt keinen Mehrwert im Hinblick auf die Entwicklung der biologischen Vielfalt.

Die anderen durch den Verfasser der Sektorenplan-Umweltverträglichkeitsprüfung geäußerten Empfehlungen, auf welche sowohl der CWEDD als auch die DGO3 hinweisen, und die sich auf die Bewirtschaftung des Geländes, seine Absicherung und die Anlage von Pufferzonen beziehen, betreffen die Ausführung des revidierten Sektorenplans und unterliegen nicht der vorliegenden Revision des Sektorenplans sondern der Umwelt- oder Globalgenehmigung, die den Betrieb, der das durch den Plan betroffene Projekt verwirklichen wird, erlauben wird. Das Gleiche gilt für die in dem vorerwähnten Gutachten vom 22. Februar 2010 bezüglich der Bewirtschaftung des Abwassers und der Schädigungen für die Qualität der Wasserläufe durch die Direktion der Oberflächengewässer der Abteilung Umwelt und Wasser geäußerten Empfehlungen.

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Gutachten des Regionalausschusses für Raumordnung (CRAT) zum Antrag auf eine Revision der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin zur Eintragung von zwei Abbaugeländen als Erweiterung des Steinbruchs Lomporet, eines Grüngebiets in Chimay und zur Änderung der Zweckbestimmung zwecks der Umwandlung in ein Agrargebiet von in Chimay und Couvin in einem Abbaugelände gelegenen Grundstücken, als raumplanerischer Ausgleich

Gemäß Artikel 43 § 4 des CWATUP bezieht sich das Gutachten des CRAT auf die Akte mit dem Planentwurf, dem ebenfalls die Umweltverträglichkeitsprüfung und die während der öffentlichen Untersuchung erörterten Beanstandungen, Bemerkungen, Protokolle und Stellungnahmen beigelegt sind. Die vorliegende Akte hat jedoch Anlass auf keine Beschwerde bei der öffentlichen Untersuchung gegeben.

1. KONTEXT DES ENTWURFS

Kurze Beschreibung des Projekts:

Eintragung im Sektorenplan der folgenden Gebiete:

- ein Abbaugelände von 6,9 ha in Lomporet in der nördlichen Verlängerung des heutigen Betriebs sowie die Anlage von Trenngebiets;
- ein Agrargebiet von 6,9 ha östlich des heutigen Steinbruchs;
- ein Grüngebiet von 1,1 ha westlich des zukünftigen Steinbruchs;
- ein Abbaugelände von 0,6 ha mit einer zusätzlichen Vorschrift *S26 in der südöstlichen Verlängerung des Abbaugeländes.

Antrag:	Revision des Sektorenplans
Lokalisierung:	Nördlich der Dörfer Lomporet (Chimay) und Aublain (Couvin)
Umweltverträglichkeitsprüfer:	Pissart SA, Troof
Zuständige Behörde:	Wallonische Regierung
Datum des Eingangs der Akte:	23. Dezember 2009

2. GUTACHTEN

Der CRAT gibt ein günstiges Gutachten über den Entwurf zur Revision des Sektorenplans ab.

Er stellt fest, dass dieser auf die Bemerkungen, die er in seinem Gutachten vom 28. April 2009 über die zweite Phase der Umweltverträglichkeitsprüfung (Ref. CRAT A.792 AN) geäußert hatte, eingeht. Der Vorentwurf wurde nämlich angepasst, die vom Umweltverträglichkeitsprüfer vorgeschlagene Abgrenzungsvariante wurde eingegliedert, und dem Umkreis, der das Bach "La Fontaine" umfasst, wurde die Zweckbestimmung als Grüngebiet gegeben.

Außerdem schließt sich der Ausschuss den durch den Umweltverträglichkeitsprüfer empfohlenen Maßnahmen an, die jedoch eher im Rahmen der Umweltgenehmigung einzuleiten sind.

Ph. BARRAS
Vorsitzender

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2010/27191]

10 JUNI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot definitieve aanneming van de herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Lompret, van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain)

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van 21 januari 2010;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2009 tot regeling van de werking van de Regering;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35, 37 en 41 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDER), aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1979 tot opstelling van het gewestplan Thuin-Chimay;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 tot opstelling van het gewestplan Philippeville-Couvin;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 waarbij beslist wordt de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) te herzien en waarbij het voorontwerp van herziening wordt aangenomen met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Lompret op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 november 2007 waarbij beslist wordt een effectonderzoek te laten doorvoeren met betrekking tot voornoemd voorontwerp van herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot aanneming van het ontwerp tot herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Lompret en van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain);

Gelet op het openbaar onderzoek naar het ontwerp van herziening van de gewestplannen dat van 21 september 2009 tot 4 november 2009 in de gemeenten Chimay en Couvin werd gevoerd zonder aanleiding te geven tot een klacht;

Gelet op de informatievergaderingen die op 29 september 2009 in het stadhuis van Chimay en in het stadhuis van Couvin gehouden werden, overeenkomstig artikel 4, eerste lid, 8°, van het « CWATUP » (Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie);

Gelet op de notulen van de overlegvergaderingen die op 10 november 2009 in het stadhuis van Chimay en in het stadhuis van Couvin gehouden werden, overeenkomstig artikel 43 van het Wetboek;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Chimay, uitgebracht op 12 november 2009;

Gelet op het gunstig advies van de gemeenteraad van Couvin, uitgebracht op 30 november 2009;

Overwegende dat de documenten bedoeld in artikel 43, § 3, van het Wetboek op 4 december 2009 door de gemeentelijke overheid van Chimay en op 8 december 2009 door de gemeentelijke overheid van Couvin aan de Regering overgemaakt werden;

Overwegende dat de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening), de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overeenkomstig artikel 43, § 4, eerste en tweede lid, op 22 december 2009 verzocht werden om adviesverlening i.v.m. het dossier betreffende het ontwerp-plan dat vergezeld gaat van het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen;

Overwegende dat de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" op 11 februari 2010 een gunstig advies over dit dossier heeft uitgebracht;

Gelet op het gunstig advies van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Departement Leefmilieu en Water, uitgebracht op 22 februari 2010, en op de voorwaarden die ermee gepaard gaan, met name :

- de afbakeningsvariant aannemen die in het verslag van het planeffectonderzoek wordt voorgesteld ten einde de « talweg » van de « ruisseau de la Fontaine » aan het ontginningsgebied te onttrekken;
- een oppervlakte als bos-, groen- of natuurgebied opnemen die minstens gelijk is aan de oppervlakte van het in het ontginningsgebied opgenomen bosgebied;
- voldoen aan de voorwaarden gesteld door de Directie Oppervlaktewateren van het Departement Leefmilieu en Water;

Overwegende dat de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » op 23 februari 2010 een gunstig advies over de milieugeschiktheid van het ontwerp van wijziging van de gewestplannen heeft uitgebracht, voor zover de aanbevelingen van de auteur van het onderzoek in acht worden genomen;

Gelet op de aanbevelingen van de « Conseil wallon » ter staving van zijn advies, met name :

- de door de auteur van het planeffectonderzoek aanbevolen bufferzones als tussengebieden inrichten voor bepaalde beschermde soorten langs de spoorweg en ten oosten van de steengroeve;
- het ontginningsgebied dat in het ontwerp van herziening ten zuiden van de steengroeve voorzien wordt, als groengebied bestemmen, waarbij een saneringsplan opgelegd wordt;
- opteren voor het door het Bureau Pissart voorgestelde afbakingsalternatief dat het behoud van een deel van het bosgebied, de beschermde orchidee en een deel van de weide in het westen beoogt, alsook rekening houden met de aanbevelingen betreffende de beveiliging van de locatie en de inrichting van bufferzones;
- het behouden deel van het bosje voor natuurgebied bestemmen;
- in de vergunning een ontginningsdiepte bepalen die geen bemaling teweegbrengt;
- in de eenmalige vergunningen rekening houden met de aanbevelingen van de auteur die betrekking hebben op de uitbating van de locatie;

Overwegende dat de Regering, zodra het ontwerp van gewestplanherziening op 27 mei 2009 werd aangenomen, gekozen heeft voor de in het effectonderzoek voorgestelde afbakingsvariant ten einde de ecologisch waardevolle elementen in stand te houden en een deel van de « talweg » van de « ruisseau de la Fontaine », een deel van de weiden ten oosten en ten westen van de beek, alsook het beboste rotsgebergte dat boven de vallei uitsteekt te onttrekken aan het ontginningsgebied bedoeld in het voorontwerp van herziening en dat zij van plan is die optie in deze definitieve planherziening te bekrachtigen;

Overwegende dat deze herziening, door dat grondgebiedgedeelte weer voor groengebied te bestemmen, ook de bescherming mogelijk maakt van de mannetjesorchis (*Orchis mascula*) die een beschermde soort is in de zin van de wet op het natuurbehoud, dat deze soort werd waargenomen in het kalkminnende eiken- en haagbeukenbos dat het aan het ontginningsgebied onttrokken deel van het bosje vormt; dat, indien de aanwezigheid ervan ook vastgesteld zou worden in het bosgedeelte dat in het ontginningsgebied behouden wordt en dat voor toekomstige exploitatie bestemd is, de uitvoering van het ontwerp het voorwerp zou moeten uitmaken van een afwijking van de maatregelen tot bescherming van plant- en diersoorten waarin het besluit van de Waalse Regering van 20 november 2003 voorziet;

Overwegende dat het opnemen als natuurgebied van het behouden deel van het bosje (minder dan ½ ha) niet strookt met de schaal van een gewestplan dat gezien wordt als een document inzake subregionale planologie; dat de opnemings van de gronden als groengebied, overeenkomstig het advies uitgebracht door de « Commission régionale de l'Aménagement du Territoire » i.v.m. het effectonderzoek van 28 april 2009, ook het behoud van het natuurlijke milieu mogelijk maakt;

Overwegende dat deze herziening voldoet aan het bepaalde van artikel 46, derde lid, van het Wetboek daar zij erin voorziet 8,1 ha grond die op de oorspronkelijke gewestplannen als ontginningsgebied opgenomen zijn, weer tot niet-beboubaar gebied te bestemmen bij wijze van planologische compensatie voor de opnemings van een nieuw ontginningsgebied van 6,9 ha; de opnemings van 0,6 ha van het zuidelijk gedeelte van het ontginningsgebied, aan de rand van de « rue H. Moniotte » (grondgebied Chimay) moet niet worden gecompenseerd aangezien uit het planeffectonderzoek blijkt dat ze wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen;

Overwegende dat de op 22 februari 2010 door het Departement Leefmilieu en Water uitgedrukte wens om de opnemings als ontginningsgebied van nu voor bosgebied bestemde gronden op biologisch vlak te compenseren door de opnemings als natuurgebied, bosgebied of groengebied van een oppervlakte gelijk aan die van het verloren bosgebied, verder reikt dan de wil van de wetgever zoals uitgedrukt in artikel 46, derde lid, van het Wetboek; dat de in voornoemd advies nagestreefde doelstellingen inzake de biodiversiteitsontwikkeling en de ecologische vermazing zullen worden ingevuld zowel door het bepaalde van artikel 3 van dit besluit als door de voorwaarden tot inrichting van de bufferzones van het ontginningsgebied waarin de vergunning zal voorzien;

Overwegende dat, wat betreft de gronden gelegen bezuiden de huidige steengroeve, aan de grens van de gemeenten Chimay en Couvin, een opnemings als ontginningsgebied, voorzien van een bijkomend voorschrift op grond waarvan de werken tot herinrichting van de locatie slechts uitgevoerd mogen worden als ze de ontwikkeling van de biodiversiteit bevorderen, tegelijk de juridische garantie biedt om een vergunning te mogen toekennen voor de sanering van de locatie, alsook een borgstelling als garantie voor de goede uitvoering van de vergunde werken; dat de opnemings van de gronden als groengebied, zoals de « CWEDD » het aanbeveelt, niet dezelfde garanties biedt;

Overwegende dat de overige aanbevelingen van de auteur van het onderzoek naar de gewestplaneffecten, wat betreft de uitbating van de locatie, de beveiliging ervan en de inrichting van de bufferzones, betrekking hebben op de uitvoering van het bijgestuurd plan en niet het voorwerp zijn van deze gewestplanherziening maar van de milieuvergunning of de eenmalige vergunning tot toelating van de uitbating die het ontwerp waaraan het plan ten grondslag ligt, zal uitvoeren;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor de aanbevelingen die de Directie Oppervlaktewater van het Departement Leefmilieu en Water heeft geformuleerd in voornoemd advies van 22 februari 2010 i.v.m. het afvalwaterbeheer en potentieel gevaar voor aantasting van de kwaliteit van de waterlopen;

Overwegende, ten slotte, dat de Waalse Regering, op basis van de adviezen uitgebracht door de gemeenteraden, de CRAT, de CWEDD en het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, ervan uitgaat dat de noordwaartse uitbreiding van de steengroeve van Lompret met het oog op de uitbating van een kalksteenafzetting met een hoog gehalte aan calciumcarbonaat gegrond is en dat zij, na bekrachtiging van het aan openbaar onderzoek onderworpen ontwerp van herziening van 27 december 2009, besluit tot de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan waarbij te dien einde gekozen wordt voor de opnemings in de gewestplannen van Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin :

- van een ontginningsgebied van ongeveer 6,9 ha op het grondgebied van Chimay (Lompret), in de noordelijke verlenging van de huidige uitbating, op gronden die nu als landbouwgebied (4,3 ha) en als bosgebied (2,6 ha) opgenomen zijn; van inrichtingsmaatregelen met het oog op de inrichting van een afzonderingsgebied aan de rand van het ontginningsgebied;
- van een landbouwgebied van ongeveer 8,1 ha ten oosten van de huidige steengroeve, bij wijze van planologische compensatie voor de opnemings van dit nieuw ontginningsgebied, op gronden die nu opgenomen zijn als ontginningsgebied op het grondgebied van Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain);
- van een groengebied van 1,1 ha op gronden die op het gewestplan als landbouw- en bosgebied opgenomen zijn en die opgenomen werden in het ontginningsgebied waarin het voorontwerp van herziening voorziet terwijl zij een biologische waarde hebben;
- van een ontginningsgebied van ongeveer 0,6 ha, gelegen in de zuidoostelijke verlenging van het ontginningsgebied dat op het gewestplan Thuin-Chimay opgenomen is, langs de rue H. Moniotte en aan de grens met Aublain, voorzien van een bijkomend voorschrift gemerkt *S26 op grond waarvan de werken tot herinrichting van de locatie slechts uitgevoerd mogen worden als ze de ontwikkeling van de biodiversiteit bevorderen;

Gelet op de milieuverklaring waarin artikel 44 van het Wetboek voorziet en die bij dit besluit gaat;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Besluit :

Artikel 1. De herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Lompret en van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain), wordt definitief aangenomen overeenkomstig het plan en de milieuverklaring die bij dit besluit gaan.

Art. 2. Het volgende bijkomende voorschrift, gekenmerkt *S26, is van toepassing in het ontginningsgebied dat opgenomen is op de gronden gelegen bezuiden de huidige steengroeve, aan de grens van de gemeenten Chimay en Couvin :

« In het ontginningsgebied *S26 mogen slechts de werken tot herinrichting van de locatie uitgevoerd worden. Die werken moeten de ontwikkeling van de biodiversiteit bevorderen. »

Art. 3. Alle handelingen en werken in verband met de uitbating van de groeve zijn verboden in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van minstens :

- 25 m vanaf de as van de spoorweg; die gronden moeten in hun natuurlijke staat gelaten worden;
- 20 m vanaf de as van de onverharde weg nr. 9; die gronden zullen beplant moeten worden;
- 10 m aan de grens van het landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie; die gronden zullen bebost of met een heg beplant worden;
- 10 m aan de rand van de put, die gronden zullen in het noorden en langs het watervlak in hun natuurlijke staat gelaten worden.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit, overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 van het Wetboek.

Namen, 10 juni 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

**Milieuverklaring overgelegd door de Regering overeenkomstig artikel 44
van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium**

Deze herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin heeft de volgende doelstellingen :

- de voortzetting van de activiteiten van de steengroeve van Lompret mogelijk maken door een nieuwe ontginbare afzetting als ontginningsgebied op het gewestplan Thuin-Chimay op te nemen;
- de opnemings van dit nieuwe ontginningsgebied compenseren door het ontginningsgebied dat op de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin, op de gemeenten Chimay en Couvin, ten oosten van de bestaande steengroeve opgenomen is, weer als landbouwgebied te bestemmen;
- de herinrichting van het gedeelte van de steengroeve gelegen aan de rand van de « rue H. Moniotte » te Chimay (Lompret) mogelijk maken door de aflevering van een vergunning, in combinatie met een borgstelling.

Ze heeft betrekking op de opnemings :

- van een ontginningsgebied van 6,9 ha ten noorden van de in bedrijf zijnde steengroeve, op gronden gelegen te Chimay (Lompret) en bestemd voor landbouwgebied en bosgebied op het oorspronkelijke gewestplan. Dit ontginningsgebied is het voorwerp van maatregelen tot inrichting van afzonderingsgebieden en tot bepaling van de gronden waarop het verboden is werken in verband met de ontginning van de groeve uit te voeren;
- van een ontginningsgebied van 0,6 ha ten zuidoosten van de steengroeve op gronden die op het oorspronkelijke gewestplan langs de rue H. Moniotte te Chimay (Lompret) voor landbouwgebied bestemd waren en door de vorige steenhouwer zonder vergunning uitgebaat werden. Dit ontginningsgebied is voorzien van een bijkomend voorschrift *S26 op grond waarvan de werken tot herinrichting van de locatie slechts uitgevoerd mogen worden als ze de ontwikkeling van de biodiversiteit bevorderen;
- van een landbouwgebied van 8,1 ha ten oosten van de huidige steengroeve op gronden gelegen te Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain) en opgenomen als ontginningsgebied op de oorspronkelijke gewestplannen, bij wijze van planologische compensatie voorgeschreven bij artikel 46, § 1, 3° van het CWATUP. Het gaat om gronden die nabij woningen liggen en waarvan de kwaliteit van de afzetting slecht is;
- op grond van de aanbevelingen van het effectonderzoek gevoerd i.v.m. het voorontwerp tot herziening van de gewestplannen en van het advies van de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire, van een groengebied van 1,1 ha ten westen van de toekomstige steengroeve op het grondgebied van Chimay (Lompret), dat op het oorspronkelijke gewestplan voor landbouw- en bosgebied bestemd was.

De herziening van de gewestplannen heeft het voorwerp uitgemaakt van de procedure bedoeld in de artikelen 42 tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium en werd chronologisch doorgevoerd als volgt :

Op 7 juni 2007 heeft de Waalse Regering beslist de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) te herzien en heeft ze het voorontwerp van herziening aangenomen met het oog op de opneming van twee ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Lompret op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain).

Op 9 november 2007 heeft de Regering beslist een effectonderzoek te laten voeren met betrekking tot het voorontwerp van herziening van de voornoemde gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin en heeft ze de omvang en het niveau van nauwkeurigheid van dat onderzoek vastgesteld.

Het planeffectonderzoek voorgeschreven bij artikel 42, tweede lid, van het Wetboek werd op 14 oktober 2008 aan het bureau Pissart-Van der Stricht uit Trooz toegewezen na een overheidsopdracht via een onderhandelingsprocedure. Het eindverslag werd op 10 februari 2009 ingediend.

Overeenkomstig artikel 46, § 2, van het CWATUP werd geen enkel element van het voorontwerp van het milieueffectonderzoek vrijgesteld.

Op 27 mei 2009 heeft de Waalse Regering het ontwerp tot herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) aangenomen met het oog op de opneming van twee ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Lompret en van een groengebied op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in het oostelijke deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain).

Het openbaar onderzoek m.b.t. het ontwerp van herziening van het gewestplan heeft van 21 september tot 4 november 2009 in de gemeenten Chimay en Couvin plaatsgevonden zonder aanleiding te geven tot een klacht. De informatievergaderingen voorgeschreven bij artikel 4 van het Wetboek werden op 29 september 2009 in het stadhuis van Chimay en in het stadhuis van Couvin gehouden terwijl de overlegvergaderingen bedoeld in artikel 43 op 10 november 2009 in het stadhuis van Chimay en in het stadhuis van Couvin georganiseerd werden.

Op 12 november 2009 heeft de gemeenteraad van Chimay een gunstig advies uitgebracht over het ontwerp van herziening. Op 30 november 2009 heeft de gemeenteraad van Couvin zich ook gunstig uitgesproken.

Op 22 december 2009 werden de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire », de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » en het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu overeenkomstig artikel 43, § 4, eerste en tweede lid, om adviesverlening verzocht i.v.m. het dossier betreffende het ontwerp-plan waarbij het effectonderzoek, de notulen en adviezen gevoegd zijn.

Op 11 februari 2010 heeft de "Commission régionale de l'Aménagement du Territoire" een gunstig advies uitgebracht over dit dossier.

Het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Departement Leefmilieu en Water heeft zich op 22 februari 2010 ook gunstig uitgesproken maar laat zijn advies vergezeld gaan van de volgende voorwaarden :

- de in het verslag van het planeffectonderzoek voorgestelde afbakeningsvariant aannemen met het oog op het onttrekken van de « talweg » van de « ruisseau de la Fontaine » aan het ontginningsgebied;
- een oppervlakte als bos-, groen- of natuurgebied opnemen die minstens gelijk is aan die van het als ontginningsgebied opgenomen bosgebied;
- voldoen aan de voorwaarden gesteld door de Directie Oppervlaktewateren van het Departement Leefmilieu en Water.

De « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » heeft ook een voorwaardelijk gunstig advies uitgebracht op 23 februari 2010. Het gaat om de volgende voorwaarden :

- de door de auteur van het planeffectonderzoek voorgestelde bufferzones als tussengebieden inrichten voor bepaalde beschermde soorten langs de spoorweg en ten oosten van de steengroeve;
- het ontginningsgebied dat in het ontwerp van herziening ten zuiden van de steengroeve gepland wordt als groengebied bestemmen, waarbij een saneringsplan opgelegd wordt;
- kiezen voor de door het Bureau Pissart voorgestelde afbakeningsvariant die het behoud van een deel van het bosgebied, de beschermde orchidee en een deel van de weide in het westen beoogt, alsook rekening houden met de aanbevelingen betreffende de beveiliging van de locatie en de inrichting van bufferzones;
- het behouden deel van het bosje als natuurgebied bestemmen;
- een ontginningsdiepte in de milieuvergunning vastleggen die geen bemaling teweegbrengt;
- in de eenmalige vergunningen rekening houden met de aanbevelingen van de auteur die betrekking hebben op de uitbating van de locatie;

Deze verklaring bevat de synthese van de wijze waarop het besluit tot definitieve aanneming van de herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin rekening gehouden heeft met de milieuoverwegingen waarop de aandacht gevestigd werd tijdens het proces van gewestplanherziening en met de uitgebrachte adviezen, waarbij voor nadere informatie naar de tekst van het besluit verwezen wordt.

Het voorontwerp van herziening van de op 7 juni 2007 aangenomen gewestplannen overwoog de opnemings :

- van een ontginningsgebied van ongeveer 8,1 ha op het grondgebied van Chimay (Lompret), in de noordelijke verlenging van de huidige uitbating, op gronden die thans als landbouwgebied (5,5 ha) en als bosgebied (2,6 ha) opgenomen zijn;
- van een landbouwgebied van ongeveer 8 ha ten oosten van de huidige steengroeve, bij wijze van planologische compensatie voor de opnemings van dat nieuwe ontginningsgebied, op gronden die thans als ontginningsgebied op het grondgebied van Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain) zijn opgenomen maar die van wege de kwaliteit van de afzetting, de veiligheid en de nabijheid van de woningen van de rue de Virelles niet uitgebaat kunnen worden;
- van een ontginningsgebied van ongeveer 0,6 ha, gelegen in de zuidoostelijke verlenging van het ontginningsgebied dat op het gewestplan Thuin-Chimay opgenomen is, langs de rue Moniotte en aan de grens met Aublain : het gaat om gronden die door de vorige eigenaar zijn afgegraven alhoewel ze op het gewestplan als landbouwgebied opgenomen zijn. Die gronden zullen niet meer worden uitgebaat maar moeten opnieuw ingericht worden. De herinrichting van de gronden waarin voorzien wordt in het bijkomend voorschrift dat gepaard gaat met de opnemings van dat ontginningsgebied, is een alternatieve compensatie voor de wijziging van de bestemming van die gronden.

Conclusies van de analyse van de milieueffecten van het voorontwerp

De voornaamste eis waarop de auteur van het planeffectonderzoek de aandacht heeft gevestigd is van ecologische aard. In het voorontwerp zijn twee interessante locaties in het ontginningsgebied opgenomen, waardoor ze zouden verdwijnen, met name : een bosgebied bestaande uit een kalkminnende eiken- haagbeukenbos met een beschermde soort orchidee (mannetjesorchis) en de « talweg » van de « ruisseau de La Fontaine » (Orchis mascula), die ter hoogte van de locatie ingenomen is door een watervlak dat bevoorrad wordt door de beek zelf en door het regenwater dat in de steengroeve opgepompt wordt.

Bovendien werd op het talud van de vroegere spoorweglijn die de noordelijke grens van het toekomstige ontginningsgebied volgt, de aanwezigheid vastgesteld van restanten van vegetatie verwant met kalkhoudende struikgewassen en grasland die, bij gebrek aan een gepast beheer, bedreigd worden door een herkolonisering met bomen.

De auteur van het onderzoek stelt een afbakeningsvariant voor die het behoud van de ecologisch waardevolle elementen beoogt en die erin bestaat de volgende delen aan het geplande ontginningsgebied te onttrekken om ze in landbouwgebied te behouden : een deel van de « talweg » van de « ruisseau de la Fontaine » om de natuurlijke aantastingen van de waterlopen en hun substraat te voorkomen, een deel van de weiden gelegen ten oosten en ten westen van de beek, alsook het beboste rotsgebergte dat boven de vallei uitsteekt, zowel om een natuurlijk milieu te beschermen als om een dichter beboste scherm te behouden dat elk zicht op de put vanuit het westen belet. Rekening houdend met de vermindering van 1,2 ha die deze variant met zich meebrengt, stelt het studie bureau voor om het geplande landbouwgebied bij wijze van planologische compensatie te verkleinen om gelijkwaardige oppervlakten te behouden.

Het Bureau Pissart stelt ook drie uitvoeringsvarianten voor om de effecten van het voorontwerp te beperken. Ze hebben betrekking op :

- de toegang tot het ontginningsgebied, die volgens de afbakeningsvariant eerder in het zuiden dan in het noorden voorzien zou moeten worden, waarbij bij voorkeur het watervlak vermeden wordt;
- de diepte van de ontginning die tot 160 m toegelaten zou moeten worden, zonder schade aan te richten aan de waterlaag, om de uitbating van de kalksteen waarvan de formatie een kracht van minstens 150 meter vertoont te optimaliseren en om de verkleining van het toekomstige ontginningsgebied te compenseren;
- de aanpassing van de breedte van de bufferzones voorzien langs de naburige niet-bebouwde gebieden, namelijk : 25 m vanaf de spoorweg zoals bepaald in het voorontwerp, waarbij dat gebied evenwel ongerept gelaten wordt van wege zijn biologische waarde; een breedte die gelijk is aan die van de vlakken, namelijk 15 tot 20 m, langs de weg nr. 9 en de elektrische lijn, in combinatie met bijkomende aanplantingen om het bestaande groene scherm te consolideren en de stabiliteit te verhogen; als compensatie, een te bebosten gebied van 10 m breed of in de vorm van een haag langs de grens met het landbouwgebied. Tot slot, in het westen, aan de rand van de put, een bufferzone van 10 m, in stand gehouden in het beboste gedeelte en in haar natuurlijke staat gelaten in het noorden en langs de waterplas.

De onderzoeksgelastigde vult ook zijn voorstellen tot wijziging van de zonering en tot uitvoering van het ontginningsgebied aan met de volgende maatregelen :

- verkenningspeilingen organiseren in samenspraak met de archeologische dienst;
- desnoods voor het onderhoud van de N589 zorgen;
- voorzien in een regelmatige controle op de door de mijnschoten veroorzaakte trillingen, in het bijzonder in de « Galoperie »;
- voorzien in een controle op de geluidsniveaus bij aanvang van de uitbating en, desnoods, in een monitoring;
- de antistofmaatregelen versterken, met inachtneming van de beginselen omschreven in het aanvraagdossier;
- de aanplantingen langs de weg nr. 9 uitbreiden;
- de landbouwer toegang garanderen tot het perceel gelegen ten westen van het nieuwe ontginningsgebied;
- het overschot aan landbouwgrond kopen tussen de spoorlijn, de put, het beboste rotsgebergte en het watervlak waarin de afbakeningsvariant voorziet en dat door de landbouwer niet meer zal kunnen worden gebruikt;

- de omgehakte bomen naar de meest geschikte valorisatieketen oriënteren;
- de exploitatie met omheiningen beveiligen;
- controle voeren op de gronden die eventueel in het kader van de herinrichting geïmporteerd worden;
- een veiligheidsplan opmaken voor de organisatie van de interventies in geval van incident onderaan de put;
- desnoods de oever van het watervlak langs de westelijke weide herinrichten om elke overstroming op de landbouwgronden te voorkomen;
- in geval van watertoevloed in de steengroeve vanaf de « ruisseau de La Fontaine », zijn normale loop herstellen en de recuperatie en de bezinking van het water dat in de steengroeve opgepompt wordt, reorganiseren;
- indien de afbakeningsvariant niet aangenomen wordt, de kwetsbare gebieden zo veel mogelijk beschermen en de overplanting van de beschermde orchidee organiseren.

Afgezien van het hoofdoel van de herziening betreffende de uitbating van een nieuwe afzetting ten noorden van de in bedrijf zijnde steengroeve, blijkt uit het effectonderzoek dat de opnemings van een landbouwgebied bij wijze van planologische compensatie een feitelijke toestand bevestigt die geen milieueffecten zal teweegbrengen.

Uit het onderzoek blijkt ten slotte dat de opnemings als ontginningsgebied van de gronden die bij vergissing ontgonnen worden ten zuiden van de huidige steengroeve een zeer beperkte weerslag zal hebben en dat de ligging van de gronden in het verlengde van de voormalige steengroeve die op het grondgebied van Couvin werd uitgebaat, die gronden een bijzondere waarde geeft in het ecologische netwerk.

Advies van de CRAT i.v.m. het « EIPS »

Overeenkomstig artikel 42, zevende lid, van het Wetboek, werd de CRAT ingelicht over de resultaten van het onderzoek na afloop van elk van beide fasen, waarbij de eerste fase betrekking heeft op de validering van de socio-economische geschiktheid van het voorontwerp en de macro-geografische plaatsbepaling ervan terwijl de tweede fase de analyse van de milieueffecten op microgeografische schaal betreft. Op 26 september 2008 heeft ze een gunstig advies over de eerste fase van het onderzoek uitgebracht en heeft ze zich, in haar advies van 28 april 2009 over de tweede fase uitgesproken voor de door de auteur voorgestelde afbakeningsvariant, met de aanbeveling evenwel de aan het in het voorontwerp opgenomen ontginningsgebied onttrokken gronden eerder als groengebied dan als landbouwgebied op te nemen, rekening houdend met de bestemming ervan.

Opnemings van de milieuoverwegingen in het ontwerp van herziening van de gewestplannen

Het ontwerp van herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin, aangenomen door de Regering op 27 mei 2009, heeft rekening gehouden met het door het studiebureau ingediende voorstel van afbakeningsvariant dat erin bestaat het in het voorontwerp voorziene ontginningsgebied te beperken om er de ecologisch meest waardevolle elementen uit te sluiten. Het ontginningsgebied in het ontwerp van herziening heeft dus een oppervlakte van 6,9 ha tegen 8,1 ha in het voorontwerp.

Het voorstel van de CRAT om de onttrokken gronden van wege de definitieve bestemming ervan als groengebied op te nemen en niet zoals in het oorspronkelijke gewestplan als landbouwgebied te behouden, is ook in het ontwerp van herziening opgenomen.

Daarentegen heeft de Regering niet ingestemd met het voorstel van de auteur van het onderzoek tot verkleining van het landbouwgebied dat als planologische compensatie dient, voor zover het voorstel op milieuoverwegingen noch, in ruimere zin, op overwegingen inzake ruimtelijke ordening berust. De omtrek van het ontginningsgebied dat op het gewestplan op het grondgebied van Couvin wordt gehandhaafd, werd evenwel nader bepaald in het ontwerp van gewestplan door de noordelijke grens ervan te laten overeenstemmen met de grens van het perceel dat kadastraal bekend is als Sie A nr. 339E. Het oppervlakteverschil tussen het voorontwerp van gewestplan en het ontwerp van herziening is gering. Dat perceelgedeelte is al als ontginningsgebied op het gewestplan opgenomen.

Onder de voorgestelde uitvoeringsvarianten heeft het ontwerp enkel gekozen voor de variant m.b.t. de inhoud van het gewestplan zoals vastgelegd bij artikel 23 van het CWATUP en betreffende de afzonderingsgebieden. Alhoewel deze variant betrekking heeft op een nadere bepaling van de bestemming en theoretisch het voorwerp zou kunnen uitmaken van een bijkomend voorschrift in de zin van artikel 41, 1°, van het Wetboek, zou een dergelijk voorschrift in voorliggend geval niet cartografisch opgemaakt kunnen worden op schaal van het gewestplan, rekening houdend met de geringe betrokken breedtes. De oprichting van dergelijke gebieden werd al overwogen in de vorm van inrichtingsmaatregelen in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 tot aanneming van het voorontwerp. Voor de leesbaarheid van het plan heeft men geacht dat het beter was deze variant op te nemen na aanpassing van de inrichtingsmaatregelen waarin de bepalingen van voornoemd artikel voorzien.

Daarentegen vallen de uitvoeringsvarianten m.b.t. de toegang tot het ontginningsgebied en de diepte van de ontginning, alsook het geheel van de uit te voeren bijkomende maatregelen, niet onder het gewestplan in de zin van artikel 23 van het Wetboek. Ze zullen in overweging genomen moeten worden bij het onderzoek naar de administratieve procedures betreffende de vergunningen i.v.m. deze gewestplanherziening en zullen, in voorkomend geval, nader bepaald en aangevuld worden.

Het effectonderzoek heeft bevestigd dat de opnemings van het kleine ontginningsgebied die in het zuiden voorzien wordt op gronden van minder dan 1 ha die bij vergissing uitgebaat worden, wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen en dus niet gecompenseerd moet worden in de zin van artikel 46 van het Wetboek.

Opnemings van de milieuoverwegingen in de definitieve herziening van de gewestplannen.

De definitieve herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin bekrachtigt de opties die in de ontwerpfasen worden voorgesteld, op grond van het effectonderzoek en van het advies van de CRAT.

Ze kiest dus wel degelijk voor de in het effectonderzoek voorgestelde afbakeningsvariant ten einde de ecologisch waardevolle elementen te behouden zoals aanbevolen door de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » in zijn advies van 23 februari 2010 en door het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Departement Leefmilieu en Water in zijn advies van 22 februari 2010. Daarentegen heeft de Regering het voorstel van de CWEDD om het behouden deel van het bosje (minder dan ½ ha) als natuurgebied te bestemmen verworpen omdat ze de mening was toegedaan dat een dergelijke nauwkeurigheid niet strookt met de schaal van het gewestplan en dat de opnemings van de gronden als groengebied, overeenkomstig het advies uitgebracht door de « Commission régionale d'Aménagement du Territoire » op 28 april 2009, anderzijds het behoud van het natuurlijke milieu mogelijk maakte.

De op 22 februari 2010 door het Departement Leefmilieu en Water uitgedrukte wens om de opnemings van de gronden op biologisch vlak te compenseren door de opnemings van de gronden op natuur-, bos- of groengebied van een oppervlakte gelijk aan die van het verloren bosgebied, reikt verder dan de wil van de wetgever en werd ook niet in aanmerking genomen, des te meer daar de in voornoemd advies nagestreefde doelstellingen inzake de biodiversiteitsontwikkeling en de ecologische vermazing zullen worden gehaald, zowel door het bepaalde van artikel 3 van het besluit tot definitieve aanneming van de herziening als door de voorwaarden tot inrichting van de bufferzones van het ontginningsgebied waarin de vergunning zal voorzien.

Wat betreft de gronden gelegen bezuiden de huidige steengroeve, aan de grens van de gemeenten Chimay en Couvin, biedt de opnemings van de gronden op biologisch vlak te compenseren door de opnemings van de gronden op natuur-, bos- of groengebied van een oppervlakte gelijk aan die van het verloren bosgebied, reikt verder dan de wil van de wetgever en werd ook niet in aanmerking genomen, des te meer daar de in voornoemd advies nagestreefde doelstellingen inzake de biodiversiteitsontwikkeling en de ecologische vermazing zullen worden gehaald, zowel door het bepaalde van artikel 3 van het besluit tot definitieve aanneming van de herziening als door de voorwaarden tot inrichting van de bufferzones van het ontginningsgebied waarin de vergunning zal voorzien.

Wat betreft de gronden gelegen bezuiden de huidige steengroeve, aan de grens van de gemeenten Chimay en Couvin, biedt de opnemings van de gronden op biologisch vlak te compenseren door de opnemings van de gronden op natuur-, bos- of groengebied van een oppervlakte gelijk aan die van het verloren bosgebied, reikt verder dan de wil van de wetgever en werd ook niet in aanmerking genomen, des te meer daar de in voornoemd advies nagestreefde doelstellingen inzake de biodiversiteitsontwikkeling en de ecologische vermazing zullen worden gehaald, zowel door het bepaalde van artikel 3 van het besluit tot definitieve aanneming van de herziening als door de voorwaarden tot inrichting van de bufferzones van het ontginningsgebied waarin de vergunning zal voorzien.

De overige aanbevelingen van de auteur van het onderzoek naar de effecten van het gewestplan, waar zowel de « CWEDD » als de « DGO3 » naar verwijzen, en die betrekking hebben op de exploitatie van de locatie, de beveiliging ervan en de inrichting van bufferzones betreffen de uitvoering van het bijgestuurd plan en vallen niet onder deze gewestplanherziening maar onder de milieuvergunning of de eenmalige vergunning bestemd om de exploitatie toe te laten die het ontwerp waaraan het plan ten grondslag ligt, zal uitvoeren. Hetzelfde geldt voor de aanbevelingen van de Directie Oppervlaktewateren van het Departement Leefmilieu en Water die in voornoemd advies van 22 februari 2010 geformuleerd worden m.b.t. het beheer van het afvalwater en potentieel gevaar voor aantasting van de kwaliteit van de waterlopen.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Advies van de « CRAT » betreffende de aanvraag tot herziening van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden ter uitbreiding van de steengroeve van Lompret en van een groengebied te Chimay en op de herbestemming als landbouwgebied, bij wijze van planologische compensatie, van gronden gelegen in een ontginningsgebied te Chimay en Couvin

Overeenkomstig artikel 43, § 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium heeft het advies van de « CRAT » betrekking op het dossier betreffende het ontwerp-plan, dat vergezeld gaat van het effectonderzoek en de bezwaren, opmerkingen, notulen en adviezen uitgebracht tijdens het openbaar onderzoek. Tijdens het openbaar onderzoek werden evenwel geen klachten i.v.m. het dossier geformuleerd.

1. CONTEXT VAN HET ONTWERP

Korte omschrijving van het ontwerp :

Opnemings van de gronden op het gewestplan van de volgende gebieden :

- een ontginningsgebied van 6,9 ha te Lompret, in de noordelijke verlenging van de huidige uitbating, alsook de inrichting van afzonderingsgebieden;
- een landbouwgebied van 6,9 ha ten oosten van de huidige steengroeve;
- een groengebied van 1,1 ha ten westen van de toekomstige steengroeve;
- een ontginningsgebied van 0,6 ha met een bijkomend voorschrift *S26 in de zuidoostelijke verlenging van het ontginningsgebied.

Aanvraag : Gewestplanherziening
Plaatsbepaling : Ten noorden van de dorpen Lompret (Chimay) en Aublain (Couvin)
Auteur van het onderzoek : Pissart SA, Trooz
Bevoegde overheid : Waalse Regering
Datum van ontvangst van het dossier : 23 december 2009

2. ADVIES

De « CRAT » brengt een gunstig advies uit over het ontwerp van gewestplanherziening.

Ze stelt vast dat het ontwerp inspeelt op de opmerkingen die zij op 28 april 2009 heeft geformuleerd in haar advies over de tweede fase van het effectonderzoek (ref. : CRAT A.792 AN). Het voorontwerp werd immers bijgestuurd door er de door de auteur van het onderzoek voorgestelde afbakeningsvariant in op te nemen en de omtrek die de ruisseau de la Fontaine inhoudt, werd voor het groengebied bestemd.

Anderzijds stemt de Commissie in met de maatregelen aanbevolen door de auteur van het onderzoek die evenwel eerder onder de voorwaarden van de milieuvergunning vallen.

Ph. BARRAS,
Voorzitter